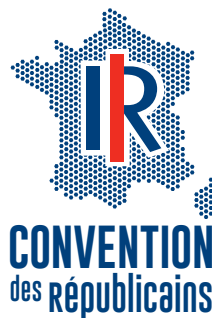


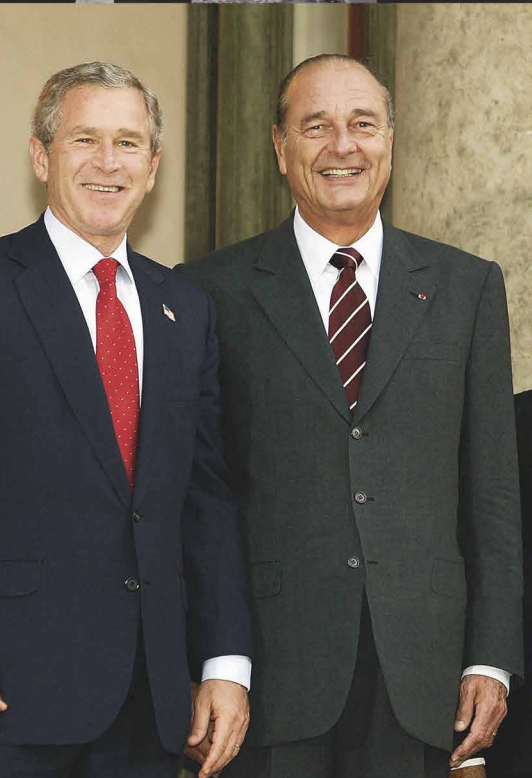
CONVENTION EUROPE ET INTERNATIONAL

SEPTEMBRE 2021



SOMMAIRE

RECONQUÉRIR L'INDÉPENDANCE EUROPÉENNE	9
A. RELEVER LE DÉFI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	9
B. CONSTRUIRE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE DE L'EUROPE	11
C. RÉINDUSTRIALISER L'EUROPE	14
D. CONSTRUIRE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE DE L'EUROPE	16
E. REPRENDRE LE CONTRÔLE DE NOS FRONTIÈRES ET REFONDER LA POLITIQUE D'IMMIGRATION EUROPÉENNE	17
F. RÉFORMER L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT	21
G. ASSUMER ET TRANSMETTRE LA CIVILISATION EUROPÉENNE	23
 RENFORCER LE POIDS DE LA FRANCE EN EUROPE	 25
A. METTRE FIN AU DUMPING SOCIAL AU SEIN DE L'UE	29
B. METTRE EN PLACE LA TAXE CARBONE AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE ET DÉCARBONER NOTRE ÉNERGIE	31
C. SURVEILLER LES RETOMBÉES DU BREXIT	33
 REDONNER À LA FRANCE UN VÉRITABLE RÔLE INTERNATIONAL ET DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS STRATÉGIQUES DANS LE MONDE	 37
A. FACE À LA CHINE	39
B. FACE À LA RUSSIE	43
C. FACE À LA TURQUIE	45
D. FACE AUX ÉTATS-UNIS	47
E. REPENSER L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE	49
F. FAIRE DE LA FRANCOPHONIE UN LEVIER DE L'INFLUENCE FRANÇAISE DANS LE MONDE	50
 RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE DE LA CONVENTION « EUROPE ET INTERNATIONAL »	 52



Convention EUROPE ET INTERNATIONAL

Septembre 2021

Le quinquennat de François Hollande ainsi que celui d'Emmanuel Macron auront été ceux du déclin du rôle de la France dans le monde. Nous sommes bien loin de l'époque où Jacques Chirac, en 2003, prend le leadership des pays du camp du non à la guerre en Iraq face aux Américains ou lorsque Nicolas Sarkozy parvient à mettre en place, avec Angela Merkel, le fonds européen de stabilité pour sauver les banques européennes après la crise financière de 2008.

Le général de Gaulle disait que « *Les États n'ont pas d'amis* » et que la France « *doit tenir son rang* ». Ces principes demeurent le fondement de notre politique étrangère et il est nécessaire de redonner à la France l'influence qu'elle avait dans l'enceinte internationale et les moyens de l'exercer.

Le monde a profondément changé depuis trente ans et se caractérise aujourd'hui par sa complexité : crise du multilatéralisme, caducité des accords de désarmement, multiplication des espaces de conflits, émergence d'acteurs non étatiques ayant des moyens considérables (Daech, mafias, États sous-traitants, sociétés militaires privées....), retrait des États-Unis des affaires du monde, affirmation de la Chine en tant que concurrent idéologique et économique de l'Occident et de la Russie comme acteur-clé dans les conflits majeurs, menace djihadiste et péril de déstabilisation de l'Europe à cause des flux migratoires incontrôlés et de l'accroissement de la population en Afrique, etc.

Face à ces nouveaux défis mondiaux la France ne peut rester seule, l'Union européenne n'est pas suffisante, nous avons besoin de nos alliés américains pour assurer la défense de nos intérêts et de nos valeurs communes.

Mais alliance ne veut pas dire allégeance, nous ne devons pas être inféodés à Washington : le retrait d'Afghanistan unilatéralement décidé par les États-Unis et l'échec qu'il représente pour les pays occidentaux montre plus que jamais la nécessité de construire l'autonomie stratégique et militaire de l'Europe.

La France doit avoir une armée puissante et sacrifier les dépenses nécessaires pour notre défense, moderniser sa force de dissuasion nucléaire et sa base industrielle et technologique et pouvoir disposer d'une diplomatie efficace pour défendre ses intérêts dans le monde.

Avoir une ambition pour la France c'est aussi avoir une ambition pour l'Europe.

Nous ne pouvons faire face à des puissances telles que la Chine, les États-Unis, le Japon que par la taille que représentent un continent et un marché de 500 millions d'habitants.

Cependant, si la majorité des Français se disent attachés à l'idée de l'Europe, ils ne veulent pas de cette Europe-là, trop normative et inefficace.

L'Union européenne ne peut pas, après le départ du Royaume-Uni et la crise du Covid, faire l'économie d'un examen lucide et critique de ses succès et de ses échecs : l'Europe oui, mais pas un européisme béat et pas sans la voix des nations. L'Europe unie oui, mais pas l'Europe uniforme. L'Europe oui mais avec moins de technocratie et plus de projets concrets.

La crise sanitaire que nous sommes encore en train d'affronter, nous oblige à reconquérir l'indépendance européenne en matière alimentaire, énergétique, sanitaire, industrielle et numérique et reprendre le contrôle de nos frontières : nous devons refuser tout nouveau transfert de compétences à l'UE, stopper son élargissement et celui de l'espace Schengen et réformer les politiques européennes inefficaces : politique industrielle, commerciale, de concurrence, d'immigration...

Combattre la concurrence déloyale au sein de l'Europe, reprendre en main notre politique migratoire, faire émerger des champions industriels européens, mettre définitivement fin aux négociations d'adhésion avec la Turquie, mettre en place des coopérations renforcées avec les États membres de l'UE en fonction des sujets et développer de grands projets concrets comme un grand plan européen de lutte contre la maladie d'Alzheimer et contre les cancers de l'enfant et un grand plan de développement du plastique d'avenir et de l'hydrogène vert.

Nous ne pourrions agir efficacement que si nous sommes capables de renforcer le poids de la France au sein de l'UE, après dix années d'affaiblissement : déclin de l'utilisation du français, insuffisance de la représentation française au sein des institutions européennes ne représentent que la pointe de l'iceberg : comment la France peut-elle être respectée par ses partenaires européens alors qu'elle détient le pire déficit public de la zone euro, une dette publique de près de 120% et le pire déficit commercial d'Europe ?

Pour autant la France a des atouts politiques et stratégiques pour compter en Europe et dans le monde et doit défendre ses intérêts : membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, première puissance militaire de l'Union européenne, deuxième puissance maritime du monde, deuxième réseau diplomatique au monde, à la charnière entre le Nord et le Sud de l'Europe, elle possède aussi, par son histoire, une influence incontestée à l'Est, ce qui lui permet, malgré l'opposition à la Russie des autres États membres de l'UE, de prôner le dialogue et renforcer ses relations bilatérales avec Moscou.

La France assurera la présidence tournante de l'Union européenne au premier semestre 2022, il est évident qu'Emmanuel Macron fera feu de tout bois pour faire des sujets européens un enjeu de sa réélection.

Comme souvent, en ce qui concerne les sujets européens, Emmanuel Macron est dans l'incantation et très peu dans l'action. Quel est son bilan, après le discours de la Sorbonne en 2017, alors qu'il se rêvait en Robert Schuman, reconstruisant l'Union européenne ? Trois ans plus tard les avancées semblent maigres, les listes transnationales qu'il appelait de ses vœux n'ont pas vu le jour, l'armée européenne n'existera jamais, la convergence fiscale et sociale n'a quasiment pas avancé, la réponse au défi migratoire est désordonnée, la lutte contre le terrorisme piétine... Pire, son arrogance agace ses partenaires internationaux et son comportement l'a empêché de pouvoir compter sur le soutien de ses homologues même lorsque ses prises de positions étaient justes, notamment lorsqu'il prône plus de fermeté à l'égard de la Turquie.

Le nouveau président de la République devra faire preuve d'écoute et de sens des réalités pour réussir l'immense tâche de redonner à la France sa place dans le concert des nations et de faire entendre à nouveau sa voix en Europe et dans le monde.

Nous y sommes prêts.

Christian Jacob
Président des Républicains



LA CRISE DU COVID COMME RÉVÉLATEUR ET OPPORTUNITÉ D'ACTION

La pandémie du Covid aura fait à ce jour plus de 1,7 million de victimes dans l'Union européenne et le PIB aura chuté, en 2020, de 6,4% selon une estimation d'Eurostat, avec un impact particulièrement dévastateur en Espagne (-11 %), en Italie (-8,9 %) et en France (-8,3 %), contre -5 % en Allemagne.

Au plus fort de la crise, au deuxième trimestre 2020, le commerce mondial des marchandises a subi la plus forte baisse jamais enregistrée sur une telle période : moins 14,3% par rapport à la période précédente. Particulièrement frappée, l'Europe a connu sur cette même période une chute inédite de ses exportations (-24,5%).

Pour faire face à la crise économique due à la pandémie du Covid-19, pour la première fois de son histoire, l'Union européenne a contracté une dette supranationale de 750 milliards d'euros répartis parmi les vingt-sept États membres.

Bien que nécessaire, cette nouvelle étape soulève des interrogations sur le plan idéologique mais aussi sur le plan pratique, la question des modalités de remboursement notamment, restant floue. Le remboursement de ce prêt s'effectuera de 2027 à 2058, quand plus aucun chef d'État l'ayant voté ne sera là pour rendre des comptes. L'éventuelle création de ressources propres afin de rembourser cette dette interroge également, l'option d'une taxe européenne étant aujourd'hui envisagée par la Commission. Notre position est claire : nous refuserons la mise en place d'impôts européens qui pèseraient sur les citoyens ou les entreprises et nous soutenons la mise en place d'une taxe carbone aux frontières de l'UE, le MACF (Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières) et la taxe GAFAM européenne.

La gestion des vaccins aura été un autre révélateur. La Commission a demandé aux pays membres de ne pas commander des vaccins unilatéralement, estimant que la puissance du nombre donnait un avantage à l'Union européenne plutôt qu'à un pays seul, mais dès décembre 2020, alors qu'Israël, la Grande-Bretagne et les États-Unis vaccinaient leur population en masse, faisant ainsi chuter le nombre de décès liés au Covid, l'UE tardait à voir arriver ses doses. Alors que le Royaume-Uni avait déjà vacciné la moitié de la population avec une dose, l'Union européenne avait péniblement franchi la barre des 10% de sa population adulte primo-vaccinée. Aujourd'hui, l'UE a rattrapé son retard, même si sa population est encore moins vaccinée de 6 points par rapport à la Grande-Bretagne et de 5 points par rapport à Israël.

Cette crise a surtout montré la dépendance de l'Europe en matière de médicaments et matériels médicaux : 80% des principes actifs à usage pharmaceutique sont fabriqués dans des pays tiers à l'Union européenne, principalement en Inde et en Chine, contre 20% il y a trente ans. En Europe, on ne fabrique plus de paracétamol depuis 2008. Même si la santé est, et doit rester une compétence nationale, il est essentiel de mener une action commune et stratégique au niveau européen face aux crises sanitaires comme celle que nous vivons : coordonner les réponses des États, constituer une réserve sanitaire européenne et de stocks de médicaments stratégiques, rebâtir une industrie européenne de la santé.



RECONQUÉRIR L'INDÉPENDANCE EUROPÉENNE

Cette crise, en plus des différentes crises successives que nous avons connues, nous oblige à réfléchir à une véritable réforme de l'UE afin d'assurer notre indépendance stratégique, non seulement en matière de santé, mais aussi en matière alimentaire, stratégique, industrielle et numérique.

A. RELEVER LE DÉFI DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

En 2050, il y aura 2,4 milliards d'habitants de plus sur terre. L'agriculture devra produire suffisamment pour nourrir les populations alors que les surfaces agricoles vont probablement diminuer sous l'effet de l'urbanisation et du réchauffement climatique. Nous devons produire davantage tout en réduisant nos émissions de CO₂.

On ne pourra pas relever ces défis sans l'apport de la recherche et de l'innovation. L'innovation en agriculture aura un rôle essentiel à jouer en tant qu'alternative aux herbicides, aide à la décision, amélioration du bien-être animal, allègement des tâches...

La recherche variétale, notamment les biotechnologies végétales, permettent d'augmenter la résilience des cultures à la maladie et à la sécheresse.

Pourtant, la prévalence de plus en plus forte d'objectifs environnementaux et sociétaux relègue au second plan les enjeux stratégiques de sécurité alimentaire alors que le maintien d'une forte production agricole et du foncier agricole sur le sol européen, notamment face à l'accaparement des terres pratiqué par certains États, est un enjeu stratégique, d'autant plus que l'agriculture, par le stockage de carbone par les cultures est également une solution pour lutter contre le réchauffement climatique.

La PAC doit revenir sur ses objectifs originaux : assurer la sécurité alimentaire, garantir un niveau de vie digne à chaque agriculteur, accroître la productivité, stabiliser le marché.

Aujourd'hui, 50% des exploitations ont un résultat courant avant impôt négatif : les agriculteurs européens subissent de plein fouet la volatilité des prix et le manque de compétitivité par rapport aux autres pays producteurs, mais ces questions ne semblent plus prioritaires au niveau européen, au contraire, il y a une tendance à la renationalisation de la PAC qui aurait comme effet dévastateur de creuser les distorsions de concurrence entre pays européens.

Il est indispensable de maintenir une PAC ambitieuse et de refuser toute baisse de son budget. Or, ce budget a baissé de 30% en euros constants en 20 ans alors que le budget agricole de la Chine et des États-Unis ne fait qu'augmenter.

Nous avons présenté nos propositions sur la reconquête de l'autonomie alimentaire européenne lors de notre convention sur l'alimentation et l'agriculture, notamment :

NOS PROPOSITIONS

➤ **Développer la recherche et l'innovation en agriculture de manière à répondre à la demande alimentaire en respectant l'environnement.**

Pour cela il est indispensable de distinguer les nouvelles techniques d'amélioration des plantes (NBT, new breeding technologies) des OGM et de prévoir un cadre juridique européen spécifique et simplifié pour faciliter leur développement. La Commission européenne semble aller dans ce sens en affirmant que la directive OGM n'est pas adaptée aux progrès scientifiques et technologiques, mais une nouvelle législation tarde à voir le jour. Résultat, nos concurrents sont déjà fortement lancés dans cette course : 41% des brevets sur l'édition du génome sont chinois, 41% sont américains et seulement 8% sont européens.

➤ **S'opposer à toute renationalisation de la PAC.**

Renationaliser la PAC, comme le souhaitent des pays comme la Suède ou le Danemark, comme le proposent Marine le Pen et Jean-Luc Mélenchon, augmenterait les distorsions de concurrence au sein même du marché unique car nous aurions 27 modèles agricoles différents et une concurrence exacerbée.

➤ **Moderniser les outils agricoles.**

Lorsque l'on voit les applications du secteur spatial pour notre agriculture (outils de gestion des sols, suivi et amélioration des rendements,...) il est nécessaire de se lancer dans un grand plan de modernisation des outils agricoles. C'est un objectif atteignable auquel doit grandement contribuer la PAC.

➤ **Protéger les revenus des agriculteurs et inciter l'installation de nouveaux agriculteurs.**

Les aides directes du premier pilier de la PAC (70% de son budget) sont aujourd'hui son principal instrument et peuvent représenter jusqu'à 70% du revenu de nos agriculteurs. Il convient de maintenir ces aides et même d'augmenter le montant consacré à l'installation de nouveaux agriculteurs. En effet, 45% des agriculteurs français vont partir à la retraite d'ici 2027 et seulement 6,5% des agriculteurs ont moins de 35 ans, ce qui pose le problème du renouvellement des générations. Aujourd'hui, le nombre de nouvelles installations ne compense pas le nombre des départs et, sans une aide à l'installation efficace, notre production agricole et notre autonomie alimentaire sont menacées.

- **Protéger le revenu des agriculteurs contre la volatilité des prix des matières premières en mettant en place un filet de sécurité financé par des fonds européens.**
- **Interdire l'importation des produits qui ne respectent pas les normes de production européennes.**

La défense de notre agriculture est essentielle pour assurer notre sécurité alimentaire. Un quart de nos importations agricoles ne respectent pas les normes de production européennes, au détriment de la sécurité sanitaire de nos concitoyens, comme du revenu de nos agriculteurs.

Il convient d'interdire l'importation en Europe de produits ne respectant pas les normes de production européenne et exclure les produits agricoles sensibles de la négociation des accords commerciaux.

Nous rappelons à ce sujet notre opposition à la ratification du *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (CETA) - si une clause d'exclusion de la viande bovine n'est pas intégrée - aux accords avec le Mercosur, le Mexique et aux négociations actuelles avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Nous souhaitons aussi imposer un étiquetage d'origine clair et harmonisé au niveau européen sur tous les produits alimentaires.

B. CONSTRUIRE L'AUTONOMIE STRATÉGIQUE DE L'EUROPE

L'indépendance de l'Union européenne, son aptitude à défendre ses intérêts et ses ressortissants reposent grandement sur sa capacité à bâtir une stratégie de défense autonome.

L'UE est actuellement présente sur trois continents, où sont déployées 17 missions civiles ou militaires, avec près de 6 000 personnels contre 30 000 militaires français engagés dans le monde. La France joue en effet un rôle clef, compte tenu de son poids diplomatique et militaire de premier rang, mais elle se sent parfois un peu seule dans la mission de défense des intérêts européens à l'étranger.

Le Président Emmanuel Macron a décidé de réduire de moitié la présence française au Mali d'ici 2023 et de remplacer nos soldats par une formation internationale, en comptant sur l'internationalisation de l'effort d'accompagnement au combat des forces locales, sous-équipées et sous-entraînées. La France mise tout particulièrement sur la montée en puissance du groupement de forces spéciales européennes la task-force Takuba, qu'elle a initiée et qui rassemble aujourd'hui au Mali 600 hommes dont une moitié de Français, 90 Estoniens, autant de Tchèques et près de 140 Suédois. L'Italie a promis jusqu'à 200 soldats, le Danemark une centaine et plusieurs autres pays, dont la Grèce, la Hongrie ou encore la Serbie ont exprimé leur soutien. L'objectif est d'atteindre 2 000 hommes, avec un pilier français autour de 500 hommes, dans la durée, et de coopérer avec les armées de la région.

Le désengagement français créera un vide, au mieux temporaire. Actuellement, ni Takuba, qui tarde à prendre son envol, ni les armées locales ne peuvent prendre le relais des opérations françaises. Cet exemple met en exergue toutes les difficultés de l'indépendance stratégique et militaire de l'Europe.

Comme l'a encore une fois démontrée la dernière réunion des ministres de la défense de l'UE du 2 septembre dernier, la création d'une force armée européenne d'intervention rapide est illusoire, compte tenu des modalités de décision lourdes (vote à l'unanimité des 27, incapacité de commandement, manque de consensus, incapacité de projection rapide des forces armées des pays en dehors de la France...). Un des points d'amélioration pourrait être de renforcer le fonds européen de défense qui a été définitivement adopté par le Parlement européen le 29 avril 2021.

Aujourd'hui, ce fonds n'est provisionné qu'à hauteur de 7,9 milliards d'euros, ce qui est beaucoup moins qu'espéré. A son origine, la Commission prévoyait une enveloppe de 13 milliards, mais le fonds est devenu une variable d'ajustement du budget européen.

De même, des craintes existent sur la manière dont ces fonds seront utilisés. Alors qu'il devrait s'agir d'investir dans des techniques de pointe et de créer des effets de levier pour le développement de technologies novatrices, beaucoup de pays européens voient ce fonds comme un budget plus classique dans lequel ils vont pouvoir puiser afin de compléter leur retard industriel, d'où le risque d'éparpillement des fonds.

Outre la nécessité de renforcer le fonds européen de défense, il convient de développer l'autonomie stratégique européenne. Le concept d'autonomie stratégique, s'il est bien compris en France, est loin de faire l'unanimité en Europe. Cette idée avait largement progressé en Europe sous Trump, mais recule de nouveau depuis l'arrivée de Joe Biden à la Maison Blanche. Le caractère rassurant du nouveau président américain semble, à tort, rendre moins nécessaire une organisation autonome européenne.

Deux dangers menacent les Européens : le premier est de céder à la facilité de rester avant tout liés aux Américains. L'arrivée de Joe Biden marque un retour à des relations plus stables avec les États-Unis. Alors que l'inconsistance de Donald Trump obligeait les Européens à trouver des solutions européennes, le retour d'une diplomatie plus classique peut freiner les ambitions d'indépendance. Le deuxième enjeu est de ne pas se tromper de domaine de dépendance : ne pouvant mener la bataille sur tous les fronts, les Européens devront bien déterminer les secteurs où il importe d'être indépendants.

Alors que la plupart des pays de l'Est sont prêts à abandonner l'idée d'autonomie stratégique parce que les États-Unis, grâce à Joe Biden, reviennent dans l'alliance transatlantique, ce sont maintenant les États-Unis qui nous demandent de la développer car l'OTAN sera concentrée probablement sur d'autres cibles, en particulier l'Asie.

Le rapport de la France à l'OTAN est différent de celui de nos voisins européens. Beaucoup n'ont que l'OTAN pour assurer leur défense. Cela explique aussi leur attitude moins intransigente vis-à-vis de la Turquie. Nous sommes en première ligne contre les provocations turques mais la position des autres États membres de l'UE est plus contrastée. Seulement une minorité soutient une politique ferme face à Erdogan. La Turquie étant un membre de l'OTAN, certains pays préfèrent ne pas la froisser de peur qu'elle ne rende l'OTAN inopérante. Il faut garder en mémoire que les pays de l'Est perçoivent la Russie comme étant leur plus grande menace. Nous sommes obligés de prendre en compte cette réalité si nous voulons comprendre nos partenaires européens.

Également, pour beaucoup de pays européens, les interventions en Afrique ne relèvent pas de l'intérêt continental. L'Afrique est très éloignée des pays du Nord et de l'Est de l'Europe. Même en ce qui concerne la menace de l'immigration incontrôlée, ces pays se sentent moins concernés que nous le sommes. L'idée selon laquelle nous convertirons nos alliés européens à nos interventions extérieures est une illusion.

L'attitude d'Emmanuel Macron est aussi un problème. Arrogant et méprisant, le chef de l'État s'est mis à dos une grande partie de nos alliés. Le style du Président français et ses déclarations unilatérales ont brusqué les autres pays membres qui refusent souvent de suivre la position de la France.

➤ **En parallèle de notre participation à l'OTAN, l'autonomie stratégique de l'Europe semble être la solution la plus cohérente.** Si l'alliance transatlantique est essentielle pour contrer l'influence sur le flanc Est, il est important que les Européens puissent décider eux-mêmes de leur stratégie militaire sans avoir à consulter les Américains.

C. RÉINDUSTRIALISER L'EUROPE

Le poids de l'industrie européenne dans le PIB mondial a régressé de 26% en 2010 à moins de 20% aujourd'hui. La part de l'industrie recule même en Allemagne. Dans le cadre de sa politique économique au service de la croissance et de la prospérité des peuples européens, l'Union européenne doit se doter d'outils pour s'assurer que les économies de ses États membres ne seront pas sacrifiées sur l'autel du libre-échange dogmatique. La préservation de la concurrence ne peut constituer l'alpha et l'oméga des décisions de la Commission européenne.

La politique de concurrence européenne actuelle empêche l'émergence de grands groupes européens car les autorités de la concurrence ne font aucune différence entre une entreprise européenne et une entreprise chinoise ou américaine, en traitant sur un pied d'égalité les entreprises européennes, soumises à l'interdiction des aides d'État, et les entreprises non européennes qui n'ont pas à respecter ces règles. La préférence européenne est primordiale pour soutenir massivement les projets numériques, comme le satellite de nouvelle génération Galileo, ou le cloud souverain européen Gaia-X. Nous devons favoriser les entreprises européennes et la constitution de champions européens doit être une priorité, au moyen d'une politique industrielle ambitieuse.

Par ailleurs, l'Union européenne doit protéger ses secteurs stratégiques dans un contexte international de plus en plus concurrentiel où les États-Unis, la Chine ou le Japon ont mis en place des mécanismes pour protéger leurs emplois, leurs entreprises et leurs filières industrielles.

L'UE est la principale destination des investissements directs étrangers dans le monde. Les principaux investissements viennent des États-Unis, du Canada, de la Suisse, du Japon, de la Norvège et de l'Australie (80% de l'ensemble des actifs étrangers détenus en Europe). En dix ans l'Inde et la Russie ont multiplié par plus de six le nombre d'entreprises qu'elles contrôlent dans l'UE. La Chine, depuis l'an 2000, a investi près de 200 milliards d'euros dans l'Union européenne.

Pourtant, selon les critères de l'OCDE, c'est dans l'UE que se trouvent les régimes les moins restrictifs du monde vis-à-vis des investissements étrangers alors que, parfois, ils peuvent représenter un risque pour la sécurité ou l'ordre public dans les États membres ou dans l'ensemble de l'Union, en particulier lorsqu'ils concernent des infrastructures, de hautes technologies ou des données personnelles, comme ce fut le cas lors du rachat du port du Pirée par un armateur chinois. Un premier dispositif de filtrage des investissements est entré en vigueur en octobre sous l'impulsion de notre famille politique. Ce dispositif constitue un premier pas vers un système plus efficace. Le risque est important, la défense de nos secteurs stratégiques doit être mieux organisée et les règles encore mieux encadrées.

Nous avons présenté nos propositions pour réindustrialiser l'Europe lors de notre convention sur la souveraineté économique et notamment :

NOS PROPOSITIONS

➤ **Renforcer le contrôle des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques européens.**

Créer un comité européen sur les investissements étrangers chargé d'examiner tout projet de fusion, acquisition ou de reprise pouvant mener au contrôle d'une entreprise d'un pays membre par une entité étrangère.

➤ **Imposer la réciprocité aux autres pays dans l'ouverture des marchés publics.**

Tant qu'un pays étranger comme la Chine refusera d'ouvrir ses marchés publics aux entreprises européennes, il faudra fermer les nôtres à ses entreprises. Le taux d'ouverture des marchés publics de l'Union européenne aux entreprises étrangères avoisine 95% alors que les entreprises européennes ne peuvent avoir accès qu'à 32% des marchés publics aux États-Unis, 28% au Japon, 16% au Canada et 0% en Chine ou en Russie.

➤ **Lutter contre l'extraterritorialité du droit des puissances étrangères, en adoptant un panel de mesures pour donner les armes juridiques à nos entreprises et se défendre contre des situations de guerre économique.**

Depuis des années, les États-Unis multiplient les lois à portée extraterritoriale, permettant à leurs autorités judiciaires de poursuivre et de condamner les pratiques commerciales d'entreprises et d'individus du monde entier. Nos entreprises françaises et européennes subissent régulièrement des amendes financières de la justice américaine, au seul motif qu'elles contreviennent au droit américain (et notamment parce qu'elles effectuent des transactions en dollars ou qu'elles réalisent des opérations informatiques transitant par des serveurs hébergés aux États-Unis). Nous proposons de mettre en place un bureau de contrôle européen des actifs étrangers pour accompagner les entreprises dans leur négociation avec les autorités américaines et réviser le Règlement européen de blocage de 1996 afin de mieux s'opposer à la délivrance des assignations de la justice américaine en Europe.

➤ **Réviser le droit de la concurrence européenne et le droit des concentrations pour permettre l'émergence de champions européens.**

D. CONSTRUIRE LA SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE DE L'EUROPE

Il est urgent de bâtir une vraie souveraineté digitale européenne. Nous confions trop souvent à des entreprises étrangères la gestion de nos données numériques. À chaque connexion, nous fournissons gratuitement des données aux géants du numérique qui peuvent ensuite s'en servir comme bon leur semble, les revendre à des publicitaires dans le meilleur des cas. Nous n'exerçons qu'un contrôle très limité sur ces échanges et sur ces données. La cybercriminalité s'est aussi beaucoup professionnalisée et menace chaque citoyen européen, chaque entreprise et nos institutions. Nos concurrents ont développé des outils internes efficaces : le « Cloud Act » américain permet aux agences de renseignement américaines d'obtenir toutes les informations stockées sur les serveurs des opérateurs télécoms et de cloud américains ; en Chine, une entreprise étrangère s'installant dans le pays pour y faire du commerce doit obligatoirement stocker ses données sur le territoire ou se verra interdire la distribution de ses produits. Nous devons utiliser les textes actuellement en discussion du Digital service act et du Digital market act pour renforcer la protection de nos données en Europe : le cloud ne doit plus être « l'ordinateur d'un autre pays », souvent américain, alors que nous y stockons notre mémoire, notre propriété intellectuelle, notre activité économique et nos données de santé.

Nous avons présenté nos propositions lors de la convention sur la souveraineté numérique et notamment :

➤ **Défendre la préférence européenne dans nos infrastructures de télécommunications et de stockage** pour protéger les données des Européens, celles de nos entreprises, de nos administrations, de nos concitoyens.

➤ **Lancer un cloud 100% européen et renforcer le statut juridique des données.**

L'Europe ne doit plus être un « open bar » de la data, et nous devons empêcher nos concurrents de venir piocher dans nos données gratuitement. Nos données doivent être protégées, à commencer par les plus sensibles : celles de l'État, de nos administrations et de nos entreprises. Elles doivent pouvoir être stockées en lieu sûr, hors de portée des serveurs étrangers, dans un cloud public 100% européen. Les données européennes doivent être considérées comme un bien commun, régies par nos lois, localisées sur notre territoire, chiffrées par nos protocoles, transitant par des télécommunications sous nos lois, alimentant des algorithmes assujettis à nos règles et disposant de protections internationales, garanties par nos chiffrements souverains.

➤ **Soutenir la mise en place d'une taxation des grandes entreprises du numérique (« taxe GAFAM ») au niveau européen plutôt qu'au niveau français.** Faute de réussir à faire aboutir les négociations au sein de l'OCDE pour mettre en place une taxation sur les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon), le gouvernement français a mis en place en juillet 2019 une taxe de 3% sur le chiffre d'affaire des géants du numérique.

Mais le périmètre de cette taxe française frappe également les entreprises du numérique françaises, comme Critéo, pourtant domiciliée sur notre territoire et respectant notre droit de la concurrence.

E. REPRENDRE LE CONTRÔLE DE NOS FRONTIÈRES ET REFONDER LA POLITIQUE D'IMMIGRATION EUROPÉENNE

L'Union européenne doit faire face à un double défi démographique : sa population décline alors que la population mondiale passera de 7,7 milliards à 9,7 milliards d'habitants en 2050 dont 2,5 milliards d'habitants supplémentaires en Afrique.

Le nombre d'immigrés arrivant sur le territoire européen ne tarit pas, on en dénombre plus de 70 000 depuis le début de l'année. En 2020, l'Europe accueille 87 millions de migrants internationaux, selon l'ONU et, avec l'Asie (86 millions), elles représentent 61% de la population mondiale totale des migrants. La majorité de ces migrants ne sont pas éligibles au droit d'asile puisqu'ils viennent de pays tels que le Maroc ou la Tunisie. Il convient de rappeler également que 95% des déboutés du droit d'asile ne sont pas renvoyés.

Il y a des brèches considérables dans nos frontières et nos systèmes de contrôle. Le cas du terroriste tunisien de Nice est l'exemple évident des failles européennes : 20% des étrangers qui pénètrent dans l'UE le font sans faire l'objet d'aucun contrôle, sans que leur identité ne soit comparée aux différents fichiers (terrorisme, asile, déjà reconduit à la frontière...).

Face à ces défis le manque de stratégie de l'Europe sur le plan migratoire est criant.

L'UE engage des sommes colossales pour essayer de contenir l'immigration illégale en déléguant cette tâche aux pays tiers : en mai 2021, elle a alloué un budget de 346 millions d'euros au Maroc, elle a consacré 408 millions d'euros pour financer des programmes en Libye et versé près de 6 milliards d'euros à la Turquie, dans le cadre de l'accord en vertu duquel Ankara s'est engagée à exercer des contrôles plus stricts à ses frontières, en coopération avec Frontex et à accueillir tous les migrants illégaux venus de son territoire et arrêtés en Grèce.

Au lieu de renforcer les frontières de l'espace Schengen, l'UE a externalisé le contrôle des migrants aux pays voisins. En d'autres termes, l'UE a sous-traité ce problème à des États bien moins scrupuleux et ces États n'hésitent plus aujourd'hui, à faire du chantage aux migrants. C'est le cas depuis longtemps de la Turquie mais c'est aussi le cas du Maroc qui a laissé entrer plus de 3 000 migrants en 24 heures en Espagne.

En Libye, ce sont 584 500 migrants qui ont été recensés par l'ONU en octobre 2020. Leur majorité (65%) provient des pays limitrophes, en particulier le Niger, le Tchad, l'Égypte et le Soudan. S'ajoute aux traitements inhumains de ces personnes, la mort de 20 000 migrants qui ont tenté la traversée de la Méditerranée pour atteindre l'Europe depuis 2014. L'Europe ne peut plus être complice des atrocités qui se passent sur la rive sud de la Méditerranée et ne peut plus déléguer sa politique migratoire à des pays tiers.

Il faut reprendre le contrôle de nos frontières et de notre politique tant au niveau national qu'europpéen. Nous sommes dépendants de l'UE en ce qui concerne une partie de notre politique migratoire, ce qui nous amène à ne plus pouvoir choisir qui a le droit de séjourner sur notre territoire. Exemple symptomatique : la CEDH nous a empêché de renvoyer un Algérien, condamné pour terrorisme islamique parce que la France ne pouvait garantir sa sécurité une fois rentré en Algérie. Pour se défendre contre le terrorisme et l'islamisme il faut reprendre le contrôle de notre politique migratoire.

La démographie, sur laquelle repose la quasi-totalité des défis mondiaux, est une problématique dont nous devons collectivement, avec nos partenaires africains, nous saisir enfin. L'influence chinoise sur le continent est grandissante, conséquence de la naïveté coupable, parfois, de certains États européens. L'instabilité sécuritaire, le terrorisme et la radicalisation islamiste menacent le développement de nombreuses régions africaines. Le défi migratoire n'est pas derrière mais bien devant nous. L'essor économique durable, clef de voûte du développement au service des populations, est un challenge qu'il nous faut appréhender avec réalisme. Les secteurs d'avenir, et particulièrement ceux liés à la transition numérique et énergétique, sont des opportunités économiques et sociales pour bâtir un partenariat UE-Afrique à la hauteur des enjeux du XXI^e siècle.

Face à ces nombreux enjeux, la Commission européenne a présenté un nouveau pacte migratoire européen en septembre 2020 visant à améliorer et à accélérer les procédures d'asile et notamment :

- ▶ Renforcer le filtrage pour les migrants arrivant aux frontières extérieures de l'UE et réaliser des contrôles approfondis pour repérer plus rapidement les migrants qui ont le moins de chance d'obtenir l'asile. Cette procédure s'applique aux migrants qui proviennent des pays ayant un taux de réponse positive aux demandes d'asile inférieur à 20% comme la Tunisie ou le Maroc.
- ▶ Enclencher un « mécanisme de solidarité obligatoire » lorsqu'un pays est confronté à une pression migratoire à laquelle il ne peut pas faire face tout seul. Les États membres devront, en fonction de leur poids économique et de leur population, soit accueillir des demandeurs d'asile, soit « parraïner » le renvoi dans leur pays ou alors fournir une assistance. Les pays qui accueillent les migrants toucheront 10 000 euros par personne relocalisée, 12 000 euros pour les mineurs non accompagnés. Si un État n'a pas renvoyé dans son pays un migrant dans un délai de huit mois, il doit l'accueillir sur son sol.
- ▶ Augmenter les retours vers les pays d'origine, en coordonnant mieux l'action des autorités nationales et intensifier les négociations avec ces pays.
- ▶ Renforcer la coopération avec les pays tiers pour développer l'immigration légale. Cela passerait notamment par la réforme de la « blue card » européenne afin d'attirer les travailleurs qualifiés. La Commission veut également augmenter les réinstallations des réfugiés depuis leur pays d'asile vers un État européen.

Les propositions de la Commission européenne vont dans le bon sens et il y a une véritable rupture vis-à-vis de la position antérieure. Ce nouveau pacte migratoire passe d'une logique de quotas, qui ne fonctionne pas et qui réduit la souveraineté des États, à une logique de solidarité.

En revanche, il est nécessaire d'aller plus loin sur les points suivants :

- ▶ Supprimer le règlement de Dublin qui oblige les migrants à s'enregistrer dans le pays d'arrivée, ce qui a pour conséquence de créer une concentration des demandeurs d'asile dans certains pays, augmenter les situations de détresse et dégrader les conditions d'accueil ;
- ▶ Harmoniser les politiques d'asile des États membres (critères d'octroi de l'asile, délais d'obtention...) ;
- ▶ Mettre en place des outils d'identification des besoins du marché du travail européen afin de mettre l'accent sur l'immigration légale.

NOS PROPOSITIONS

- **Lutter contre l'immigration incontrôlée par la mise en place d'un volet européen de mesures (outre les mesures au niveau national) :**
- **Étudier les demandes d'asile en amont de l'arrivée sur le sol européen dans des centres internationaux sur les rives Sud de la Méditerranée ou dans les pays d'origine ;** le rejet de la demande d'asile implique une interdiction d'entrée sur le territoire européen. La seule manière de dissuader l'immigration illégale et d'éviter les tragédies en Méditerranée c'est d'instaurer une règle claire : si vous entrez illégalement en Europe, vous n'avez aucune chance d'obtenir un titre de séjour.
- **Établir un tronc commun entre les listes européennes de pays sûrs** et interdire le dépôt d'une demande d'asile pour les ressortissants des pays concernés.
- **Réinstaurer des contrôles aux frontières entre les pays de l'UE**, par exemple entre la France et l'Espagne ou la France et l'Italie que beaucoup d'Africains traversent. Pour cela il n'y a même pas besoin de modifier les traités.
- **Réviser les accords de Schengen, cesser l'extension de son espace et cesser l'élargissement de l'Union européenne.**
- **Mettre en œuvre une force navale européenne pour ramener systématiquement les bateaux de migrants sur les côtes africaines et neutraliser les filières mafieuses d'immigration illégale.** Doter l'Europe d'un véritable corps de garde-côtes et de garde-frontières pour contrer l'immigration illégale. Doubler le budget de Frontex pour systématiser le contrôle aux frontières extérieures.
- **Mettre en place des outils permettant d'identifier les besoins du marché du travail européen.** Une étude de Pôle Emploi, l'enquête « Besoins en main-d'œuvre » recense les secteurs qui peinent à recruter. En tête de liste : les aides à domicile et les aides ménagères où il manque plus de 86 000 employés en 2020. Il faudrait dresser la liste des secteurs demandeurs de main d'œuvre au niveau européen pour que les capacités d'immigration soient adaptées aux réalités du marché de travail, ce qui permettrait l'intégration des migrants.
- **Lancer un grand plan de coopération et de codéveloppement avec les pays africains en conditionnant l'aide au développement européenne (200 millions d'euros) au soutien qu'ils nous apportent dans la lutte contre l'immigration illégale et à l'octroi des laissez-passer pour permettre le retour de leurs ressortissants.**

F. RÉFORMER L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

La France doit contribuer au développement des pays les plus pauvres non seulement parce que c'est son devoir mais aussi parce que c'est son intérêt.

Il faut repenser le fonctionnement de notre Aide Publique au Développement et notamment de l'agence à laquelle l'État a confié sa gestion, l'Agence Française de Développement (AFD). Notre politique d'aide au développement est trop multilatérale (sur les 75 milliards d'euros de budget de l'aide de l'UE 15 milliards proviennent de la France) et 83% de l'aide française est sous forme de prêts. Par ailleurs notre aide est peu visible, l'AFD communique en tant que telle et le ministère de la coopération au développement n'est pas assez incarné politiquement. Ce qui fait que les aides apportées par la France ne sont pas bien identifiées par les populations et les autorités locales.

L'AFD devrait s'engager à faire travailler en priorité des entreprises françaises. En ouvrant presque totalement ses projets à des appels d'offre, elle subventionne des entreprises chinoises ou turques qui les remportent. En revanche, jamais une entreprise française ne pourra travailler sur un projet chinois.

Il faut revenir à la pratique courante sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy : tous les accords internationaux signés avec des pays africains doivent comporter des clauses de co-développement car l'objectif est de fixer la jeunesse africaine en Afrique. Or ces clauses de co-développement ont été supprimées depuis le quinquennat de François Hollande.

Alors que l'Union européenne est le premier financeur mondial de l'aide au développement, passons d'une politique d'aides à une politique d'investissements. Alors que l'Europe est porteuse de valeurs universelles, passons des déclarations d'intention aux actions concrètes, conjuguant nos valeurs et nos intérêts économiques, en bâtissant des nouveaux cadres de coopération économique, industrielle, agricole, énergétique, en phase avec les attentes des citoyens, tant en Afrique qu'en Europe. Alors que notre continent ne saurait subir de nouvelles vagues migratoires, conditionnons enfin la stratégie d'avenir avec l'Afrique à des règles claires et respectées en matière d'immigration illégale et d'engagement pour la sécurité commune.

NOS PROPOSITIONS

- **Consacrer à l'APD (Aide Publique au Développement) 0,7% du RNB (Revenu National Brut) comme le recommande les Nations-Unies ;**
- **Réformer l'APD pour la rendre plus efficace :**
 - créer une commission de contrôle et d'évaluation ;
 - augmenter la part des dons et réduire la part consacrée aux prêts ;
 - redéfinir la liste des pays prioritaires. Aujourd'hui la Chine et la Turquie sont les principaux receveurs de notre aide au développement. Nos efforts doivent se concentrer sur les 19 pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Éthiopie, Gambie, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Tchad et Togo ;
 - s'appuyer sur le triptyque : scolarité, éducation / accès au soin / structuration de l'État.
- **Augmenter la visibilité française en multipliant l'aide bilatérale,** les aides multilatérales n'aident pas la France à gagner en influence sur le terrain.
- **Conditionner une partie de l'aide au développement.** Si un pays refuse les laisser-passer pour reprendre ses ressortissants, la France doit pouvoir prendre des sanctions en arrêtant son aide au développement. L'aide peut aussi être conditionnée aux visas que la France délivre aux ressortissants du pays.
- **Donner un droit de regard au Parlement sur la façon dont est utilisée l'aide au développement** en faisant voter par le Parlement les axes stratégiques de l'APD tous les 5 ans dans une loi et en intégrant deux députés et deux sénateurs dans la commission de contrôle et d'évaluation.
- **Créer un ministère de la coopération au développement incarné par une personnalité politique.**
- **Lorsque cela est possible faire en sorte que l'aide soit liée à la contribution d'entreprise française.** Avec les fonds de l'aide au développement nous sponsorisons des entreprises coréennes ou turques qui répondent aux appels d'offre. Lorsque l'aide vient de la France, les entreprises dévolues à la réalisation des projets doivent être françaises autant que possible.

G. ASSUMER ET TRANSMETTRE LA CIVILISATION EUROPÉENNE

L'Europe n'est pas un espace neutre, un simple marché unique ou une organisation internationale comme une autre : elle est fondée sur une civilisation née de la rencontre de l'héritage gréco-latin avec les traditions judéo-chrétiennes et la pensée des Lumières. L'Europe d'aujourd'hui n'aura pas d'avenir si elle ne sait pas reconnaître, assumer et transmettre ses racines intellectuelles et spirituelles qui depuis des siècles ont alimenté la pluralité des cultures de notre continent. Dans leur diversité, les pays européens sont unis par des valeurs communes et par la traduction de ces valeurs dans le droit, l'architecture, l'urbanisme, les langues et les arts. Il est aujourd'hui plus nécessaire que jamais de préserver et de transmettre ce que nous avons reçu de nos parents : le principe de la dignité inaliénable de toute personne et l'attention aux plus fragiles, la protection inconditionnelle de la liberté de conscience et de la liberté d'expression, le souci de la justice et la volonté de mettre la force au service du droit, l'égalité devant la loi, en particulier l'égalité de l'homme et de la femme.

NOS PROPOSITIONS

- **Inscrire les racines gréco-romaines, judéo-chrétiennes et des Lumières dans les Traités et dans la Charte européenne des valeurs et devoirs.**
- **Généraliser les jumelages entre établissements scolaires des États membres dès l'école primaire.**
- **Instaurer le « 1% culture » européen : faire passer le budget culture de 0,15% à 1% du budget européen, pour préserver le patrimoine dans nos territoires (églises, châteaux, monuments...).**



RENFORCER LE POIDS DE LA FRANCE EN EUROPE

Le poids de la France dans l'Union européenne s'est réduit au fil des années. Ramenée à sa population, la France possède moins de députés européens que la Bulgarie ou le Danemark, la distribution des sièges par pays n'étant pas strictement proportionnelle à la population de chaque État, mais se faisant selon une « proportionnalité dégressive ». De fait, les États les plus peuplés (France, Italie, Espagne et Pologne) sont sous-représentés, contrairement aux autres pays de l'Est qui sont sur-représentés. Par ailleurs, lorsqu'il faut distribuer des postes de commissaires chaque État compte comme une entité, en dépit de sa population et de son PIB. Les trois Pays baltes qui représentent moins de 7 millions d'habitants soit dix fois moins que la France, possèdent chacun un commissaire. De même lorsque les directeurs des autorités européennes sont désignés, la taille des États n'est pas prise en compte. Il faudrait revenir à plus d'équilibre dans les institutions en prenant en compte la population et le PIB de chaque pays dans l'attribution des sièges au Parlement Européen et dans la désignation des hauts fonctionnaires.

La perte d'influence de la France se traduit aussi par le faible taux de fonctionnaires français dans les institutions européennes. Alors que la France pèse pour 15% du poids démographique de l'UE, seul 10% du personnel de la Commission européenne est de nationalité française, contre 13% de personnel italiens pour une population moindre et 1,8% de Lituanais pour une population représentant 0,6% de l'Union européenne.

De même, l'utilisation du français décline au sein des institutions européennes, malgré la sortie du Royaume-Uni, au début 2021, l'anglais est toujours autant utilisé pour les réunions officielles et informelles. D'après une étude d'Eurobaromètre de 2017, après le Brexit, 21% d'européens maîtrisent l'anglais et 26% le français dans l'UE, 14% des Européens ont le français comme langue maternelle contre seulement 1% pour l'anglais. Il convient donc d'imposer plus souvent le français comme langue de travail dans les différentes institutions européennes ou, en ce qui nous concerne plus directement, au parti populaire européen où les échanges se font presque exclusivement en anglais.

Par ailleurs, le déclin de l'influence de la France est aggravée par le poids croissant qu'ont pris les pays de l'Est au sein de l'Union (et du PPE), ce qui explique, par exemple, la fermeture de l'UE par rapport à la Russie et la prorogation, année après année, des sanctions contre le régime russe, malgré le fait que cette position soit en contradiction avec la défense des intérêts mêmes de l'Europe. Comment ne pas reconnaître la nécessité de renouer un dialogue avec la Russie de Poutine, sans quoi on la pousserait dans les bras de la Chine, en affaiblissant davantage le monde occidental ?

En matière de concurrence, d'agriculture ou d'immigration, on trouve un autre clivage, entre les pays du Nord de l'Europe, pour lesquels l'UE doit rester un espace de libre concurrence totale et les pays du Sud, exposés à l'immigration incontrôlée et demandeurs des politiques européennes stratégiques et protectrices en matière migratoire, industrielle, agricole et commerciale.

La France, pays fondateur de l'Union européenne, par sa position géographique, se trouve à un point stratégique entre le Nord et le Sud de l'Europe, l'Ouest et l'Est : elle en est, en quelque sorte, le pivot. Depuis la signature du traité de l'Élysée entre le général de Gaulle et le chancelier Adenauer, en 1963, nous aimons répéter que le couple franco-allemand est sacré. Tout en s'inscrivant dans cette tradition, il convient de rééquilibrer notre rapport avec l'Allemagne et prendre un peu de recul au moment où s'achève le mandat de la chancelière Angela Merkel et où la CDU ne semble pas en position de remporter les prochaines élections législatives. En effet, malgré l'affichage d'unité avec l'Allemagne, plusieurs différends nous séparent de nos partenaires d'outre-Rhin : le refus de l'Allemagne de reconnaître le nucléaire comme une énergie décarbonée indispensable pour lutter contre le réchauffement climatique ; la gestion de la crise migratoire, notamment après la régularisation d'un million de migrants en 2015 par Angela Merkel qui a causé un appel d'air dans toute l'Union européenne ; la non-conformité de l'Allemagne avec les sanctions européennes contre la Russie : alors que la France, au détriment de ses intérêts, refuse de livrer des navires Mistral, les Allemands n'ont pas renoncé à la construction de leur gazoduc Nordstream 2 et continuent d'importer leur gaz de Russie ; l'accord conclu entre l'Europe et la Chine pendant la présidence allemande de l'Union européenne, en décembre dernier, qui était très favorable à l'industrie allemande.

Par ailleurs, un changement de paradigme est en train de s'opérer dans le rapport de force au sein de l'UE : si la France et l'Allemagne sont toujours le moteur essentiel de l'Europe, ils ne sont plus hégémoniques. Pendant longtemps ces deux pays ont cru qu'il serait facile d'imposer leurs vues aux nouveaux venus : la réalité est plus complexe et elle a surpris Emmanuel Macron et Angela Merkel, notamment lors du Conseil du 24 juin dernier, alors que les deux chefs d'États ont plaidé pour un dialogue avec la Russie, une coalition d'États menée par les Pays-Bas, la Pologne et la Suède s'est opposée à la position franco-allemande. Le temps où la France et l'Allemagne étaient suffisamment puissantes en Europe

pour imposer aux autres pays leurs décisions est révolu.

Il convient d'en prendre acte et de développer des stratégies d'alliances complémentaires à celle avec l'Allemagne afin de l'emporter ou d'atteindre une minorité de blocage.

Dans ce sens, la France doit pouvoir jouer sur plusieurs tableaux et devrait prendre la tête du bloc des Sud (comprenant le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Croatie et la Grèce) pour développer des projets concrets d'intérêt commun, tels que les énergies renouvelables, le tourisme, les PME, la PAC ou l'immigration. Ce bloc des Sud pourrait lui permettre également de contrebalancer la vision des pays du Nord pour lesquels l'Europe doit rester uniquement une zone de libre concurrence.

L'Union européenne est un espace de négociation continué constitué de vingt-sept pays avec des intérêts souvent divergents. Trop technocratique, elle est souvent bloquée par les votes à l'unanimité, avance lentement et est inefficace. Devant cette frustration deux choix seulement s'imposent à nous, soit quitter l'UE, comme les Britanniques, soit essayer de changer les choses de l'intérieur. C'est le choix que nous faisons car notre seule possibilité d'action face à deux géants comme la Chine et les États-Unis est de leur opposer un continent et un marché de 500 millions d'habitants. Mais comment sortir du piège de l'immobilisme, faute de consensus sur des sujets aussi importants que l'harmonisation fiscale ou la politique commerciale de l'UE ? La mise en place d'une Europe des coopérations renforcées peut être une solution à l'inertie qui frappe certains projets. En clair : certains États pourront enfin aller plus loin et ne plus être bloqués par d'autres. Cette solution peut être efficace, par exemple, dans une coopération renforcée avec les pays du Sud pour lutter contre l'immigration illégale et harmoniser les politiques d'asile.

L'élargissement sans fin de l'Union européenne pose aussi problème. Aujourd'hui, l'Union européenne est en négociation avec six autres pays en vue de leur intégration. Il s'agit de l'Albanie, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Serbie et de la Turquie. La Bosnie-Herzégovine a déposé sa candidature mais n'est pas encore reconnue comme pays candidat alors que deux autres pays sont reconnus comme des candidats potentiels, le Kosovo et la Moldavie. Nous refusons tout nouvel élargissement de l'Union européenne ou de l'espace Schengen et souhaitons mettre définitivement fin aux négociations d'adhésion avec la Turquie.

En adhérant à l'UE tous les pays ont adhéré à des traités et à un système de valeurs. Si des abus de pouvoir ou des discriminations sont observés, la Commission a la légitimité pour pointer du doigt ces manquements. Mais, depuis quelques années, la Commission et le Parlement européen ont tendance à interpréter avec une suspicion systématique les législations émanant de certains pays, y compris dans des domaines qui ne relèvent pas directement des compétences communautaires. Cela ne fait qu'alimenter la défiance mutuelle. Il faut

en finir avec cette défiance des institutions européennes vis-à-vis des législations nationales qui risque de conduire à une résurgence des réflexes nationalistes. De même, l'extension du contrôle juridictionnel de la Cour de Justice des Communautés européennes dans le domaine du régalien par l'obligation faite à la France d'appliquer la directive temps de travail aux armées, en contradiction avec le principe constitutionnel de la « libre disposition des forces armées en tout temps et en tous lieux » n'est pas acceptable. D'une façon générale, au niveau international, l'ensemble de notre système juridique étant soumis au droit primaire – les traités de l'UE – et au droit dérivé – décision de la CJUE (Cour de justice de l'Union Européenne) et de la CEDH – il sera nécessaire de dénoncer, renégocier ou suspendre unilatéralement certains de nos engagements européens au nom de l'intérêt supérieur du pays en modifiant notre Constitution, faute de quoi nous ne pourrions pas reprendre notre souveraineté en matière de lutte contre l'immigration illégale ou le terrorisme. Sans remettre en cause les traités il est nécessaire de rendre au politique les moyens d'agir et au peuple la liberté de décider.

NOS PROPOSITIONS

- **Refuser tout nouveau transfert de compétences à l'UE, renforcer la coopération européenne dans certains domaines (politique industrielle, recherche, innovation, santé...) et réformer les politiques européennes inefficaces (concurrence, politique commerciale, immigration...).**
- **Refuser tout nouvel élargissement de l'Union européenne ou de l'espace Schengen et mettre définitivement fin aux négociations d'adhésion avec la Turquie.**
- **Mettre en place des coopérations renforcées avec les États membres de l'UE en fonction des sujets afin de surmonter les blocages dus aux votes à l'unanimité.**
- **Développer avec les pays membres du sud de l'Europe des projets concrets dans des domaines tels que l'énergie photovoltaïque, le tourisme, les PME, la PAC, l'immigration, les relations avec l'Afrique, la mer et relancer l'Union pour la Méditerranée.**
- **Mettre en œuvre de grands projets européens concrets tels que : un plan européen de lutte contre la maladie d'Alzheimer et les cancers de l'enfant, un plan de développement du plastique d'avenir, un plan hydrogène.**

A. METTRE FIN AU DUMPING SOCIAL AU SEIN DE L'UE

La mobilité intra-européenne des travailleurs, dans la mesure où elle se fait dans le respect des règles européennes et nationales, contribue au bon fonctionnement du marché unique, notamment pour répondre aux déficits d'emplois et de compétences auxquels font face certains pays.

En effet, le recours au détachement permet aux entreprises, d'une part de surmonter la pénurie de main-d'œuvre dans des secteurs comme le BTP et le transport routier, et d'autre part d'optimiser considérablement le coût du travail. Le détachement est très concentré. Selon les chiffres du Parlement européen : l'Allemagne, la France et la Belgique accueillent à eux trois environ 50% des travailleurs détachés.

Au total, trois secteurs se partagent 63% des salariés détachés en France : avec près d'un tiers des détachements, l'industrie est le premier domaine à y faire appel, en deuxième position vient le BTP et enfin l'agriculture.

Si l'Europe doit être un espace de libre-entreprise et de croissance, elle ne peut pas être un marché où la concurrence déloyale s'installe entre acteurs économiques. Parmi les exemples, celui de plusieurs centaines de travailleurs détachés dans les exploitations agricoles du nord des Bouches-du-Rhône, fournis à l'été 2020 par l'entreprise espagnole Terra Fecundis, officiellement basée dans le sud de l'Espagne. Si les salariés bénéficiaient du salaire minimum français, les charges sociales étaient payées en Espagne où elles sont jusqu'à 40% moins élevées qu'en France. La main d'œuvre fournie par Terra Fecundis est ainsi obligatoirement moins chère.

La réglementation européenne précise que le détachement des travailleurs à l'étranger doit être temporaire et que l'entreprise doit conserver une activité substantielle dans son propre pays. Or, l'enquête menée sur la société espagnole a montré que Terra Fecundis travaille principalement avec les exploitations françaises et y réalise 80% de son chiffre d'affaires.

La modification de la directive relative aux travailleurs détachés en 2018 a amélioré la situation des travailleurs, en prévoyant notamment qu'un salarié détaché devra désormais percevoir la même rémunération qu'un travailleur local réalisant les mêmes tâches, alors que, jusqu'ici, l'entreprise devait simplement respecter le salaire minimum. L'employeur a l'obligation de payer les éventuels frais de déplacement, d'hébergement et de séjour au lieu de les déduire du salaire du travailleur. La période maximale de détachement a également été fixée à 12 mois au lieu de 24 auparavant, avec possibilité d'extension de 6 mois.

Mais ces améliorations n'ont pas mis fin aux abus et à la concurrence déloyale, notamment dans le secteur du transport routier où plusieurs infractions à la législation communautaire en matière de droit de travail sont constatées chaque année.

Ce système fait encore l'objet de nombreux détournements : non-déclaration des salariés, dépassement des durées maximales de travail, non-respect du salaire minimal, hébergement indigne, entreprises « boîte aux lettres » qui n'exercent pas d'activité réelle...

Aujourd'hui encore, une entreprise polonaise qui rémunère ses employés détachés au salaire minimal français est toujours gagnante, compte tenu de l'écart entre le niveau des charges sociales en France et celui en Pologne.

La différence des charges sociales d'un pays à l'autre renvoie au problème fondamental en matière de détachement qui relève non pas du droit du travail mais du régime de la sécurité sociale applicable au détachement.

En matière de détachement, ce n'est pas le droit du travail qui pose problème, mais **le régime de sécurité sociale applicable** au détachement.

NOTRE PROPOSITION

- **Faire aboutir la révision du règlement européen** portant coordination des règles de la sécurité sociale :
- **Imposer une affiliation de 3 mois minimum au régime de la sécurité sociale du pays d'origine** pour s'assurer que les travailleurs détachés ont déjà exercé des activités professionnelles dans leur pays d'origine et vérifier l'antériorité de leur contrat de travail pour éviter le recours à des travailleurs détachés pour les seuls motifs de coûts moindres.
- **Appliquer intégralement le droit du pays du détachement** (et donc l'intégralité du droit social) lorsqu'une entreprise y a une activité régulière.
- **Simplifier et accélérer la procédure de retrait des certificats A1** qui attestent de l'affiliation du salarié détaché au régime de sécurité sociale de son pays d'origine pour faire cesser les détachements frauduleux.
- **Instaurer une déclaration harmonisée préalable à tout détachement pour faciliter les opérations de contrôle.**

B. METTRE EN PLACE LA TAXE CARBONE AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE ET DÉCARBONER NOTRE ÉNERGIE

Le 14 juillet, la Commission européenne a présenté 12 textes pour permettre à l'UE de réduire d'au moins 55% ses émissions de GES (par rapport aux niveaux de 1990) d'ici à 2030 puis de viser la neutralité carbone en 2050. Cet objectif avait été fixé par la loi climat de l'UE de 2019, l'ensemble des textes faisant partie du Green deal européen.

Les principales mesures comprennent :

- ▶ Le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) : la Commission souhaite appliquer aux importations les mêmes critères que ceux du marché du carbone européen sur lequel les industriels européens achètent des « droits à polluer » en ciblant d'abord les secteurs les plus polluants (acier, aluminium, engrais, ciment, électricité, fer), avant de l'étendre à d'autres secteurs ;
- ▶ Le Fonds social pour le climat pour lutter contre la précarité énergétique ou les inégalités sociales face aux transports. Ce nouveau fonds utilisera 20% des recettes attendues générées par le nouveau système d'échange de quotas d'émission couvrant les bâtiments et le transport routier ;
- ▶ La taxation du kérosène pour les vols au sein de l'Union européenne, mettant progressivement fin, à l'horizon 2025, à l'exemption dont bénéficie le carburant aérien ;
- ▶ L'élargissement du marché du carbone au transport maritime, au transport routier et au chauffage avec disparition progressive des quotas gratuits d'ici 2036 ;
- ▶ Un nouvel objectif de 40% d'énergie produite à partir des énergies renouvelables en 2030 (contre 32% jusqu'ici) ;
- ▶ L'interdiction de la vente de voitures thermiques (essence et diesel) en 2035.

Parmi ces mesures, la plus emblématique est celle du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) que les Républicains demandent depuis plusieurs années.

Les secteurs les plus polluants (acier, aluminium, engrais, ciment, électricité, fer) qui représentent quelque 2% en valeur des importations européennes¹ seraient donc soumis au système des quotas européens. Le volume de quotas en circulation serait également réduit d'année en année. Le MACF serait étendu à d'autres secteurs dans un deuxième temps. Ce système n'entrera en vigueur qu'à partir de 2026, après une période de transition entre 2023 et 2025, durant laquelle les entreprises devront seulement déclarer l'empreinte carbone des produits qu'elles importent. Cette phase de test doit prévenir d'éventuelles délocalisations de sites de production situés dans l'UE vers des pays tiers appliquant des règles moins strictes en matière de limitation des émissions. Concrètement, l'im-

¹ Institut Europe-Jacques Delors

porteur devra certifier l'intensité carbone du processus de production (énergie comprise) et, si celle-ci est supérieure au standard européen, il devra acquérir un quota (certificat d'émission ou certificat MACF). Si un marché carbone existe dans le pays exportateur, il paiera seulement la différence avec le prix du carbone européen (actuellement 60 euros la tonne contre 3 euros au Japon, 6 euros en Chine et 30 euros au Canada). Au niveau mondial, seuls quelques États ont des taxes carbone plus élevées qu'en Europe. La Suède et la Suisse imposent les taxes carbone les plus élevées, soit respectivement 117 et 101 euros par tonne.

Vu la complexité du traçage, la Commission appliquera initialement des valeurs standards basées sur les niveaux d'émissions des plus gros pollueurs européens. Les bénéfices resteront faibles (un peu plus de deux milliards d'euros de recette en 2030) car l'objectif est de lutter contre le réchauffement climatique non pas de « tirer de l'argent ».

Proportionnellement à la montée en puissance du MACF la Commission propose une baisse très progressive - dès 2026 et sur dix ans - des quotas gratuits, sur les secteurs couverts, même si ce temps de transition sera probablement raccourci au Parlement européen. En effet, en traitant à égalité importations et production locale, Bruxelles estime rester dans les clous des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et contrer les accusations de « protectionnisme ».

Si la mise en place du MACF est depuis longtemps une demande des Républicains, nous serons particulièrement vigilants à ce qu'elle ne se traduise pas par une surenchère de taxes et de contraintes supplémentaires pour les entreprises et les ménages européens. C'est pourquoi, nous rejetons tout retour de la taxe carbone sur les carburants et le chauffage qui pénaliserait notamment les classes moyennes et les habitants des zones rurales.

Surtout, pour lutter contre les émissions de carbone et atteindre l'objectif final de neutralité carbone, il faudra impérativement compter sur l'énergie nucléaire et l'inclure dans la taxonomie verte. C'est grâce au nucléaire que la France émet deux fois moins de gaz à effet de serre que l'Allemagne, or le commissaire européen au budget a annoncé le 8 septembre dernier que le nucléaire était exclu des activités économiques « durables » pouvant faire l'objet d'investissements financés par les 750 millions d'obligations vertes du plan de relance européen, dans le cadre de la « taxonomie verte », la liste européenne des investissements exigibles.

Cette décision, si elle se confirme, est inacceptable et absurde tant du point de vue énergétique que climatique : comme l'ont confirmé le GIEC et l'Agence Internationale de l'Énergie de l'OCDE, il est pratiquement impossible de parvenir à la décarbonation de notre économie sans une augmentation de la part du nucléaire dans le mix électrique mondial.

NOS PROPOSITIONS

- **Soutenir la taxe carbone aux frontières de l'UE (MACF, Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières)**
- **Rejeter la taxe carbone européenne sur les carburants et le chauffage et tout autre impôt nouveau sur les entreprises et les ménages.** Les premières cibles de telles mesures seraient les classes moyennes qui n'ont bien souvent pas d'autre moyen que de prendre leur voiture pour aller travailler.
- **Inclure le nucléaire dans la taxonomie verte.** Il faudra impérativement compter sur l'énergie nucléaire, qui est une source d'énergie décarbonée, si on veut lutter contre le réchauffement climatique. C'est grâce au nucléaire que la France émet deux fois moins de gaz à effet de serre que l'Allemagne.

C. SURVEILLER LES RETOMBÉES DU BREXIT

Le Brexit n'était pas le choix de l'Union européenne, il s'est imposé par la volonté unique des Britanniques. Dans ce contexte, les négociations ont été houleuses et un accord a été obtenu dans les derniers jours de l'année 2020.

L'accord donne accès au Royaume-Uni au marché unique européen pour l'ensemble de ses produits, sans quotas et sans droits de douane mais le retour des contrôles douaniers est susceptible de provoquer des ralentissements des deux côtés de la Manche et des pénuries de travailleurs, notamment dans le transport routier.

En mai 2021, les importations des produits européens outre-Manche ont chuté de 17 % par rapport à mai 2019, alors que les importations provenant du reste du monde progressaient de 1%. La chambre de commerce britannique considère que « le climat global reste fragile », même si pour l'heure il est difficile de faire la différence entre l'effet du Brexit et l'effet de la pandémie. Il faudra attendre la réouverture complète des économies pour mesurer réellement les effets du Brexit sur les échanges commerciaux.

Prévenir la création d'une situation de concurrence déloyale et de dumping fiscal et social aux frontières de l'UE est une question cruciale. Les deux parties se sont engagées à « maintenir des normes élevées » dans les domaines de l'environnement, de la lutte contre le changement climatique, des droits sociaux, de la transparence fiscale et des aides d'État. L'alignement des normes ne sera pas automatique et instantané, mais en cas de divergences trop importantes des normes britanniques l'UE doit pouvoir imposer des droits de douane en mesure de rétorsion.

La pêche est le symbole de l'impréparation et des voltefaces de l'administration britannique : si les Européens ont consenti à réduire de 25% la quantité de poissons pêchés d'ici 2026, les Britanniques doivent fournir des laissez-passer pour que les bateaux de pêche des pays de l'UE puissent accéder aux eaux britanniques, or les laissez-passer arrivent au compte-goutte et beaucoup de pêcheurs ne peuvent travailler normalement, en témoigne la passe d'arme entre les pêcheurs français et les autorités britanniques à Jersey. Le problème est aujourd'hui partiellement résolu mais sera à nouveau d'actualité en octobre, lorsque les permis provisoires arriveront à échéance. Autre point d'achoppement, la question du protocole Nord-Irlandais, qui prévoyait d'établir une frontière en mer d'Irlande et de garder l'Irlande du Nord dans le marché européen pour éviter l'établissement d'une frontière physique entre le nord et le sud de l'île et remettre en question l'accord de paix signé en avril 1998. Alors que l'accord signé entre les Britanniques et les Européens sur le Brexit n'est pas encore totalement appliqué, le gouvernement de Boris Johnson réclame une totale renégociation du protocole nord-irlandais en accusant l'UE de rigidité.

Malgré cette vigilance, il nous faut garder une forte proximité avec les Britanniques, notamment sur la coopération militaire et policière, comme le montre la bonne réussite des accords de Lancaster House, qui ont été renforcés par les récents accords sur la coopération antiterroriste trans-Manche.

Il faudra également maintenir les opportunités en matière d'enseignement supérieur et de recherche en créant des programmes spécifiques car, avec le Brexit, le programme Erasmus + ne permettra plus aux étudiants, alternants et enseignants français d'aller étudier en Angleterre, alors que 96% des lycéens français apprennent l'anglais.



REDONNER À LA FRANCE UN VÉRITABLE RÔLE INTERNATIONAL ET DÉFENDRE NOS INTÉRÊTS STRATÉGIQUES DANS LE MONDE

Le quinquennat de François Hollande ainsi que celui d'Emmanuel Macron auront été ceux du déclin du rôle de la France dans le monde. Nous sommes bien loin de l'époque où Jacques Chirac, en février 2003, prend le leadership des pays du camp du non à la guerre en Iraq face aux Américains ou lorsque Nicolas Sarkozy parvient à mettre en place, avec Angela Merkel, le fonds européen de stabilité pour sauver les banques européennes après la crise financière de 2008. Ce ne sont pas les gesticulations internationales d'Emmanuel Macron ou le discours de la Sorbonne qui auront permis à la France de retrouver le rôle qu'elle avait à l'international. Au-delà des coups de communication le bilan d'Emmanuel Macron est bien maigre : les listes transnationales qu'il appelait de ses vœux n'ont pas vu le jour, l'armée européenne n'existera jamais, la réponse au défi migratoire est désordonnée, la lutte contre le terrorisme piétine, l'administration américaine ne s'est pas privée de mettre en place des taxes sur le vin français. Pire, l'arrogance du chef de l'État agace ses partenaires internationaux et son comportement l'a empêché de pouvoir compter sur le soutien de ses homologues même lorsque ses prises de position étaient justes, notamment lorsqu'il prône plus de fermeté à l'égard de la Turquie.

Le général de Gaulle disait que « *Les États n'ont pas d'amis* » et que la France « *doit tenir son rang* ». Ces principes demeurent le fondement de notre politique étrangère et il est nécessaire de redonner à la France l'influence qu'elle avait dans l'enceinte internationale et les moyens de l'exercer.

Membre du Conseil permanent de l'ONU, première puissance militaire en Europe derrière la Russie et parmi les cinq premières armées du monde, deuxième puissance maritime du monde, avec une ZEE (Zone Economique Exclusive) de plus de 10 millions de Km², deuxième réseau diplomatique au monde avec 163 ambassades, la France a des intérêts à défendre partout dans un monde qui est devenu de plus en plus complexe : multiplication des espaces de conflits avec le cyber, l'espace, la guerre de l'information ; émergence d'acteurs non étatiques tels que organisations extrémistes, mafias, États sous-traitants, sociétés militaires privées ; retrait des États-Unis et affirmation de la Chine en tant que concurrent

idéologique, économique, politique et culturel de l'Occident ; affirmation de la Russie comme acteur-clef dans les conflits majeurs alors que la menace islamiste est toujours d'actualité, notamment après le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan.

Face à ces défis, le multilatéralisme est un échec, le fonctionnement des grandes organisations internationales connaît beaucoup de blocages et les institutions semblent à l'arrêt.

L'ONU n'est plus adaptée aux défis du XXI^e siècle : trop de blocages, pas assez d'efficacité dans l'action et, surtout, une capacité de certains États, tels que la Chine et la Russie, à outrepasser les décisions onusiennes. Beaucoup de pays font de l'affichage, la France s'efforce d'être cohérente avec ses engagements et respecte les principes édités par l'ONU mais combien de pays ne respectent pas ces mêmes règles ? Les exemples cocasses ne manquent pas, en témoigne la nomination d'un Saoudien à la tête d'un panel d'une instance stratégique du Conseil des droits de l'homme de l'ONU ou encore l'élection des représentants de l'Iran et du Pakistan, en avril 2021, à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, organe intergouvernemental dédié à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Avec l'émergence de nouvelles puissances, une réforme de l'Organisation des Nations Unies se fait toujours davantage ressentir. Il est nécessaire de rendre le Conseil de sécurité de l'ONU, plus représentatif des nouveaux équilibres mondiaux. La France, tout en refusant de céder à l'Union européenne son siège au Conseil de Sécurité de l'ONU soutient l'accession de l'Allemagne, du Brésil, du Japon et de l'Inde au rang de membre permanent. Le droit de veto doit également être mieux encadré et son usage limité.

La même nécessité de réforme se fait ressentir à l'OMC qui est à un niveau de blocage sans précédent : l'Organe de Règlement des Différends (ORD) est paralysé pendant plus d'un an car les États-Unis refusent toujours de nommer deux arbitres dont les mandats ont expiré en décembre 2019. Les réformes qui avaient été annoncées en 2019 par l'ancien directeur général, Roberto Azevêdo, semblent au point mort, avec la nigérienne Ngozi Okonjo-Iweala, arrivée à la tête de l'OMC en mars 2021, et qui semble avoir toutes les peines du monde.

L'organisation mondiale de la santé (OMS) est aussi dans une situation particulièrement complexe. Alors que plusieurs pays demandent avec insistance une enquête pour déterminer l'origine du Covid, la Chine, qui refuse d'apparaître comme la responsable de la pandémie, bloque autant qu'elle le peut l'avancée de l'investigation. En janvier 2021, après leur arrivée à Wuhan, pour enquêter sur l'origine de l'épidémie mondiale de coronavirus SARS-COV-2, les enquêteurs de l'OMS n'avaient pu obtenir des autorités chinoises les données nécessaires pour mener à bien leur travail. Lorsque, le 13 août dernier, l'OMS demande de pouvoir contrôler les laboratoires chinois actifs dans les zones où les premiers cas de Covid-19 ont été identifiés, la Chine oppose une nouvelle réponse négative,

fustigeant l'organisation pour son approche «politique» plus que «scientifique».

Afin de retrouver un rôle important dans le concert des nations la France doit œuvrer sur le plan diplomatique pour réformer les institutions multilatérales et les rendre plus efficaces. Elle doit aussi pouvoir jouer sur tous les tableaux : au sein de l'Union européenne lorsqu'il s'agit de négocier face à des géants tels que la Chine, la Russie ou les États-Unis, mais aussi développer ses relations bilatérales pour trouver des alliances avec des « petits pays » européens, des pays africains ou asiatiques et surtout renouer le dialogue avec la Russie.

... À CONDITION DE NE PLUS FAIRE PREUVE DE NAÏVETÉ

A. FACE À LA CHINE

La Chine est la seconde économie planétaire, le plus grand exportateur mondial et possède les plus importantes réserves de change au monde. Alors que tous les pays ont connu une récession à cause de la crise du Covid, la Chine a encore pris de l'avance en enregistrant une croissance de 2,3% en 2020.

Tout en faisant face à plusieurs défis de taille - sa population est déjà vieillissante, sa main d'œuvre est en diminution, la pauvreté n'a pas encore été éradiquée dans les campagnes et 700 000 diplômés arrivent sur le marché du travail chaque année - ce pays-continent d'un milliard et demi d'habitants bouscule l'ordre mondial. Contrairement à ce qu'imaginaient les occidentaux il y a une vingtaine d'années, le boom économique de la Chine n'a pas offert davantage de liberté au peuple et l'étreinte du parti communiste chinois sur le pays n'a jamais été aussi forte. Pire, c'est aujourd'hui la Chine qui essaie d'imposer son modèle de société au reste du monde.

La Chine est passée experte dans la maîtrise du soft-power, comme en témoignent ses multiples initiatives vis-à-vis de la communauté internationale pendant la crise du Covid, telles que l'envoi de plusieurs centaines de médecins dans les pays européens et africains ou le don de plusieurs centaines de milliers de masques et de doses de vaccins. Comme dans d'autres pays totalitaires, le soft power passe également par le sport. Depuis quelques années la Chine est en progression constante dans les différentes disciplines et cette année elle n'est passée qu'à une médaille de la tête du classement aux jeux olympiques de Tokyo.

Souvent, l'extension de son influence est beaucoup plus agressive. Les deux exemples les plus flagrants sont la reprise en main de Taiwan et de Hong-Kong. L'élection en 2016 de la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen, favorable à une indépendance officielle de Taïwan, a refroidi les relations entre Taïpei et Pékin. Le gouvernement chinois a rompu toute relation diplomatique avec l'île et se montre très ferme dans son discours, allant jusqu'à affirmer la possibilité de recourir à la force pour mener à bien la réunification des deux territoires. Xi Jinping l'a réaffirmé le 1^{er} juillet dernier, lors de la commémoration du centenaire du parti communiste chinois, en disant vouloir réaliser la réunification avec Taiwan et « écraser » toute tentative vers une indépendance formelle de l'île. La nou-

velle rhétorique martiale du président chinois vis-à-vis de Taïwan est le reflet d'une Chine en situation de force sur l'échiquier géopolitique alors que Taïpei voit sa représentation internationale se réduire à mesure que Pékin multiplie ses efforts pour l'isoler. Depuis 2016, l'île a perdu cinq alliés et seuls 17 États reconnaissent encore Taïwan. La situation pourrait s'avérer explosive car les États-Unis soutiennent fortement Taiwan et possèdent plusieurs bases militaires sur place.

À Hong-Kong, les tensions avec la Chine n'ont fait que croître et le pouvoir chinois cherche à propager son influence. L'exemple du « mouvement des parapluies » de 2016, lors de la tentative de suppression du suffrage universel par la Chine pour désigner le dirigeant de Hong-Kong en est le symbole. L'année 2019 marque un nouveau tournant lorsque la loi sur l'extradition vers la Chine des personnes considérées comme ayant un comportement criminel envers Pékin, est promulguée. Les manifestations auxquelles participe un Hong-Kongais sur cinq seront vaines. La justice chinoise peut dorénavant intervenir à Hong-Kong ou encore interdire tout propos séparatiste dans les médias. Hong-Kong semble aujourd'hui seule et impuissante face au monstre chinois. Les pressions internationales envers la Chine, surtout américaines, ne semblent que retarder l'inévitable.

Par ailleurs, la Chine investit des sommes colossales en Afrique, à tel point que l'on parle aujourd'hui de « Chinafrique ». Elle représentait 3% des investissements étrangers il y a 20 ans et dépassera 20% en 2021. Premier partenaire commercial de l'Afrique, la Chine a élaboré une stratégie précise pour étendre son influence sur le continent. L'Afrique présente une situation particulièrement favorable pour les investissements et les entreprises chinoises : bien souvent elles n'y rencontrent qu'une concurrence limitée du fait de la désaffection occidentale qui a suivi la fin de la guerre froide. Dans le domaine de l'énergie, la Chine est très présente, notamment au Soudan, où la Greater Nile Petroleum Operational Company est détenue à 40 % par la compagnie chinoise d'État China National Petroleum Corporation. Les entreprises chinoises ont également construit pour le pays un oléoduc de 1 500 km et une raffinerie. La Chine organise des zones franches destinées à accueillir des entreprises chinoises, par exemple, dans le textile, sur l'île Maurice ou investit dans des cimenteries, qui peuvent également servir de paravent pour la prospection minière. Le secteur des télécommunications constitue un autre secteur prioritaire pour Pékin, au niveau civil comme au niveau militaire. Ainsi en République démocratique du Congo la société Congo-China Telecom est contrôlée à 51% par la Chine. Elle investit aussi massivement dans l'exploitation de terres agricoles, particulièrement dans des zones libérées par le retrait des anciens exploitants de terres réquisitionnées, comme au Zimbabwe ou en Tanzanie, au Rwanda ou en Afrique du Sud.

L'emprise chinoise s'étend dans tous les continents : depuis 2013, la Chine est toujours un peu plus présente partout dans le monde notamment grâce à son projet pharaonique des « nouvelles routes de la soie » qui concernera 68 pays représentant 4,4 milliards d'habitants et 40 % du PIB mondial. Il prévoit la construction d'infrastructures telles que des ports, des autoroutes, des aéroports et des chemins de fer,

mais aussi des pipelines, des centrales hydroélectriques et des réseaux de fibre optique. Du Pakistan au Panama, en passant par le Nigeria et la Grèce, dans l'ensemble, la Banque asiatique de développement estime que 26 000 milliards de dollars seront nécessaires pour améliorer et construire les infrastructures en Asie entre 2016 et 2030, soit environ 1700 milliards de dollars par an. Ce que veut la Chine, en plus d'accéder à de nouveaux marchés pour exporter ses biens manufacturés et importer plus facilement des ressources, c'est accroître ses sphères d'influence et redéfinir les normes et règles internationales. Face à cette situation l'inaction de l'UE et des États-Unis est flagrante voire inquiétante. Alors que la Chine profite de ses investissements pour accentuer sa mainmise sur les pays en développement, l'UE et ses alliés font preuve de naïveté et devraient proposer une alternative et des solutions de rechange à ces pays en ce qui concerne le financement et l'investissement.

La Chine a aussi clairement profité de son entrée dans l'OMC, en 2001. Depuis, tous ses indicateurs ont connu une inflexion spectaculaire. Pour cela la Chine a détourné sans vergogne les règles de l'OMC à son profit. Les membres lui ont donné l'autorisation d'entrer sans être une économie de marché mais au lieu de transformer son économie la Chine en a profité pour faire du dumping. Sa production industrielle est très subventionnée, les entreprises vendant à perte et l'État chinois rembourse la différence, ce qui leur permet d'offrir des prix défiant toute concurrence par rapport aux entreprises des pays membres qui respectent les règles imposées. Aujourd'hui, personne ne s'oppose frontalement à la Chine au sein de l'OMC car elle est devenue trop puissante.

Le marché chinois reste totalement fermé aux entreprises européennes alors que les marchés européens sont ouverts aux entreprises chinoises. Une de nos propositions phares est d'exiger la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics avec la Chine.

Dans ce contexte, les relations entre la Chine et l'Europe se dégradent : l'UE et le Royaume-Uni ont imposé des sanctions contre des responsables chinois à cause de sa politique contre les Ouïgours et la Chine a également imposé des sanctions à l'encontre de plusieurs responsables politiques européens.

L'accord commercial entre la Chine et l'UE, signé le 30 décembre 2020, semble déjà caduc, ce qui est une bonne chose car cet accord ouvrirait encore davantage le marché européen aux Chinois alors que le marché chinois reste complètement hermétique aux entreprises européennes.

Le déficit commercial de la France envers la Chine est immense : plus de 20 milliards d'euros ! Aucun pays ne peut, seul, s'opposer à l'hégémonie croissante de la Chine tant elle se déploie sur tous les pays du monde occidental et il est nécessaire que l'UE, les États-Unis et les pays de la zone Indo-Pacifique soient unis dans leur intérêt commun de contraster la puissance chinoise.

NOS PROPOSITIONS

- **Les occidentaux doivent soutenir les pays asiatiques qui partagent nos valeurs.** Taiwan et Hong-Kong doivent être soutenus massivement par l'UE en dépit des menaces de représailles économiques.
- **L'UE doit travailler à une entente indo-pacifique.** Pour cela il est nécessaire de dialoguer plus intensément avec l'Inde, le Japon et l'Australie afin de trouver des solutions au déploiement de l'hégémonie chinoise et notamment à l'inquiétante hausse de ses dépenses militaires.
- **Mettre fin à l'incohérence qui consiste à imposer les règles environnementales les plus contraignantes dans notre pays pour importer de Chine des produits de consommation qui ne respectent aucune norme.** Dans la même logique, il faut arrêter de confier à des entreprises chinoises des appels d'offre qu'ils remportent grâce à du dumping social et environnemental et exiger la réciprocité dans l'ouverture des marchés publics.

B. FACE À LA RUSSIE

Vladimir Poutine, au pouvoir depuis 17 ans, a entamé un nouveau mandat présidentiel de six ans en mai 2018, en mettant l'accent, comme pendant son mandat précédent, sur les valeurs conservatrices et le nationalisme.

La Russie est un pays au poids économique moyen et connaît une croissance ralentie depuis une décennie. Les causes de cette faible croissance sont multiples : déclin démographique, faible productivité du travail, manque de disponibilité de main d'œuvre employable, manque d'investissement chronique, retard technologique. Par ailleurs, l'économie russe demeure excessivement dépendante de l'extraction des matières premières. Le secteur extractif au sens large représentait en 2019, 20% du PIB, environ 40% des recettes et 60% des exportations.

Pourtant, dans la géopolitique mondiale, le rôle politique et militaire de la Russie est bien supérieur à celui que son poids économique devrait normalement lui permettre de jouer : grâce, notamment à son siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, elle est un acteur clef dans la majorité des conflits qui se jouent en Europe ou aux portes de l'Europe : en Ukraine, en Biélorussie, en Syrie, au Haut-Karabagh, sur la question du nucléaire iranien...

Cette situation est le fruit d'atouts développés méthodiquement par un pouvoir politique stable depuis le début du XXI^{ème} siècle : un régime fort et indépendant, capable d'initiatives unilatérales sans crainte des réactions de la communauté internationale ni de l'opinion publique russe.

Depuis quelques années, les relations entre les Russes et les Européens sont exécrables et n'ont pas été normalisées, suite notamment à la crise ukrainienne de 2013. L'intégration à l'Union européenne des anciens pays satellites de l'URSS a également créé un déséquilibre et les relations Russie/UE s'en ressentent fortement. Depuis l'incursion militaire russe en Crimée, les pays de l'Est de l'Europe craignent de voir la Russie tenter une reprise en main de leur territoire. Depuis 2014, l'UE applique contre la Russie des sanctions qui sont reconduites d'année en année et qui deviennent de plus en plus dures. En réponse, la Russie a décidé d'un embargo sur la quasi-totalité des produits alimentaires, ce qui a touché particulièrement les agriculteurs français, principaux exportateurs dans le pays.

Dans un premier temps, l'embargo a mis l'économie russe dans une situation difficile, l'inflation sur la viande, les fruits, le fromage et le poisson augmentant de plus de 20% en quelques mois. Mais *in fine* l'arrêt des importations européennes a stimulé les producteurs locaux russes et a permis la modernisation de filières entières comme la filière du porc, de la volaille, avec des hausses de productivité et d'investissements. La Russie devient exportatrice de céréales et première exportatrice de blé mondiale à partir de 2016. Elle devient autosuffisante en viande de porc et en viande de volaille et elle exporte toute sorte de fruit, de légume et de céréale.

La France a souvent été la grande perdante des sanctions de l'UE : nos agriculteurs ont beaucoup souffert mais notre industrie de défense également. Il faut se souvenir qu'en 2015, François Hollande a refusé d'honorer le contrat passé en 2009 avec la Russie et n'a pas livré les deux porte-hélicoptères Mistral pourtant tout juste sortis des usines de fabrication.

L'affaire Nalvany et le renvoi de trois diplomates de l'UE lors de la visite d'un dignitaire européen à Moscou ne plaident pas pour un assouplissement de la position européenne, comme l'a démontré le refus du Conseil européen du 24 juin dernier, malgré la volonté de la France et de l'Allemagne de reprendre le dialogue avec Moscou.

Pourtant, en dépit des ambitions de Vladimir Poutine, nous devons renouer le dialogue avec la Russie. Au lieu de prolonger éternellement des sanctions, nous proposons d'être fermes mais aussi de tendre la main et de reprendre un dialogue constructif avec la Russie sans quoi nous la pousserons entre les bras de la Chine, ce qui va déséquilibrer davantage le bloc occidental.

La France peut jouer un rôle clef dans cette réconciliation avec la Russie, étant donné le lien historique qui unit les deux pays depuis plusieurs siècles : c'est pourquoi elle doit renforcer ses relations bilatérales envers Moscou en encourageant le rapprochement de la société civile et en multipliant les échanges et soutenir la reprise du dialogue au sein de l'UE.

NOTRE PROPOSITION

➤ **Renouer le dialogue entre l'Union européenne et la Russie et renforcer nos relations bilatérales avec Moscou.**

C. FACE À LA TURQUIE

Avec 83,6 millions d'habitants, la Turquie est le 17ème pays le plus peuplé du monde. Istanbul, rassemble à elle-seule près de 15,5 millions d'habitants. Avec un PIB de 717 milliards de dollars en 2020, la Turquie est la 19ème puissance économique mondiale, ce qui en fait un pays au poids économique relatif mais avec une croissance très dynamique sur les deux dernières décennies (+ 5% depuis 2002). À la suite de la tentative de coup d'État de l'été 2016 et aux tensions sécuritaires, la croissance a commencé à reculer et le pays est entré en récession à la fin de l'année 2018. La Turquie fait maintenant face à une crise économique majeure, aggravée par le Covid : l'inflation est proche de 35%, les prix des produits de première nécessité ont doublé et la livre turque a atteint un niveau historiquement bas.

Pourtant la Turquie est une puissance régionale majeure, porte d'entrée du Moyen-Orient pour l'Europe, sa situation géographique en fait un acteur stratégique. Erdogan, au pouvoir depuis 2003, a parfaitement compris comment jouer de cette position avantageuse.

L'Europe et la France voient parfois encore la Turquie comme elle était il y a plusieurs années, c'est-à-dire kémaliste, alors qu'elle a changé de visage en même temps qu'Erdogan a changé d'alliances. En effet, si au début de ses prises de fonction il était proche des libéraux et des conservateurs, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Erdogan possède un agenda islamo-nationaliste qui explique sa politique extérieure : de la Méditerranée au Caucase, la politique turque est agressive et elle remet en cause la solidarité stratégique qui lie les membres de l'OTAN. Dans le Haut-Karabakh, comme en Libye ou dans le Nord syrien, le Président turc intervient pour défendre ses intérêts. Les dernières agressions en date dans les eaux territoriales grecques et chypriotes confirment les velléités turques et l'incompatibilité politique et culturelle entre la Turquie et l'Union européenne. Par ailleurs, la Turquie ne reconnaît toujours pas l'autorité de Nicosie sur l'entièreté de l'île de Chypre qui fait partie, dans sa totalité, de l'Union européenne.

Officiellement, la Turquie possède toujours un statut de candidat à l'adhésion, ce qui lui permet de toucher des fonds de l'Union européenne et lui donne la possibilité de postuler à des appels d'offre européens. Grâce à l'accord passé avec l'UE, Erdogan se permet régulièrement de faire du chantage aux migrants à ses voisins européens, ce qui est inacceptable de la part d'un pays censé être notre partenaire.

Alors que l'UE a toujours été très prompte à réagir contre Poutine, les réactions européennes face à Erdogan ont toujours été plus timorées. En plus d'une certaine complaisance de l'Allemagne face à la Turquie, cela s'explique notamment par le fait que la Turquie est un membre de l'OTAN et que les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est comptent sur l'OTAN pour assurer leur défense. Pour éviter de bloquer l'OTAN ils évitent de froisser leur « allié » turc.

Pour autant, les puissances occidentales disposent d'autres options stratégiques pour contrer la Turquie dans la région. La Grèce continentale et son archipel comptent un nombre important de bases et sites stratégiques, y compris à proximité des Dardanelles. Dans le Bassin de la mer Noire, la Bulgarie et la Roumanie sont membres de l'OTAN et de l'Union européenne. La Roumanie a même déjà proposé la constitution d'une force navale interalliée en mer Noire. Bien que précieuse, l'alliance turque n'est pas irremplaçable.

NOS PROPOSITIONS

- **Retirer à la Turquie son statut de candidat à l'adhésion à l'Union européenne.**
- **Réformer l'Union Douanière et l'accès privilégié de la Turquie au marché européen.**
- **Reprendre le contrôle de la politique migratoire européenne.**

D. FACE AUX ÉTATS-UNIS

Après des relations chaotiques dues à la personnalité de l'ancien locataire de la maison blanche, l'arrivée de Joe Biden semble marquer un retour à une relation plus apaisée. Pour autant, Joe Biden et son slogan « America is back » ne constitue pas vraiment une rupture dans la conduite de la politique extérieure des États-Unis par rapport à l'« America first » de son prédécesseur, comme en témoigne son retrait d'Afghanistan, décidé de manière unilatérale. Paradoxalement, son retour pourrait mettre en péril les tentatives d'indépendance des pays de l'Union européenne car son isolationnisme moins apparent, son attitude rassurante pourraient faire croire aux dirigeants européens que l'autonomie stratégique de l'Europe n'est pas aussi cruciale, en les poussant à un retour aux années confortables du partenariat transatlantique.

Certes, Paris et Washington doivent être des amis et des alliés, notamment en face de la Chine et pour combattre le djihadisme car nos deux pays appartiennent au même espace civilisationnel et partagent les mêmes valeurs (notamment la démocratie et la liberté), mais à aucun moment l'alliance ne doit laisser la place à la soumission, à l'alignement, car cela ne profite à aucun des deux alliés. Être un allié, ce n'est pas être un obligé. De Gaulle fut un allié constant et loyal, ce qui ne l'a pas empêché de quitter le commandement intégré de l'OTAN tout en restant dans l'alliance transatlantique et en soutenant les États-Unis dans toutes les situations graves, par exemple lors de la crise des fusées de Cuba en 1962. De même, Jacques Chirac, s'il refusa courageusement de participer à la deuxième guerre du Golfe en 2003, il accepta d'envoyer des troupes en Afghanistan après le 11 septembre. Il convient de renouer avec la tradition gaulliste et, sans hostilité ni rupture d'alliance, de faire entendre notre différence.

La dernière visite de Joe Biden en Europe, en juillet dernier, a amplifié la nécessité pour le gouvernement français de mener une diplomatie indépendante et de ne pas se réfugier sous le parapluie américain. Joe Biden a, en effet, accordé au Royaume-Uni une importance significative, mettant à mal les relations diplomatiques entre les États-Unis et l'Union européenne. En rencontrant en tête à tête Boris Johnson, Erdogan et Vladimir Poutine, il a signifié à demi-mot que l'UE ne comptait pas.

Depuis 17 ans, l'Union européenne et les États-Unis s'affrontent devant l'OMC sur les subventions illégales accordées aux avionneurs Airbus et Boeing. La conséquence avait été notamment l'instauration des droits de douane sur les vins et spiritueux français. Aujourd'hui, même si les droits de douane sont suspendus de manière provisoire, il convient toujours de trouver une solution durable et d'autres contentieux subsistent tels que la question de l'acier et de l'aluminium européen, surtaxés par les Américains suite à une décision de Donald Trump, sans que Joe Biden n'y mette fin, confirmant ainsi que sa stratégie commerciale n'est pas si différente de celle de son prédécesseur.

Un autre enjeu de taille est la lutte contre l'extraterritorialité du droit américain. Depuis des années les États-Unis multiplient les lois à portée extraterritoriale, permettant à leurs autorités judiciaires de poursuivre et de condamner les pratiques commerciales d'entreprises et d'individus du monde entier. Plusieurs entreprises françaises ont été victimes du « Foreign Corrupt Practices Act ». BNP Paribas, notamment, a dû verser la somme de 8,9 milliards de dollars parce qu'elle n'avait pas respecté une loi promulguée unilatéralement par les américains.

NOS PROPOSITIONS

- **Renouer avec la tradition gaulliste et chiraquienne en ce qui concerne nos relations avec les États-Unis : alliés mais pas obligés ;**
- **Lutter contre l'extraterritorialité du droit des puissances étrangères,** en adoptant un panel de mesures pour donner les armes juridiques à nos entreprises pour se défendre contre des situations de guerre économique ;
- **Mettre en place un bureau de contrôle européen des actifs étrangers** pour contrer le poids de l'Office of foreign assets control (OFAC) américain qui est chargé de l'application des sanctions internationales américaines dans le domaine financier et mieux accompagner les entreprises à lutter contre l'extraterritorialité du droit américain ;
- **Moderniser et durcir les sanctions de la loi de blocage française de 1968 pour le transfert à des juridictions étrangères d'informations relevant du secret des affaires,** à l'encontre non seulement des entreprises concernées mais aussi des hébergeurs de données. Nous voulons obliger les autorités publiques étrangères à passer par les voies de la coopération judiciaire internationale et par les services du ministère de la Justice pour toute demande de renseignement d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique en vue d'une procédure judiciaire ou administrative. L'objectif est de pouvoir ensuite filtrer les demandes qui seront faites. Aujourd'hui, la loi de blocage de 1968 interdit à toute personne physique ou morale « de demander, de rechercher ou de communiquer, par écrit, oralement ou sous toute autre forme, des documents ou renseignements d'ordre économique, commercial, industriel, financier ou technique tendant à la constitution de preuves en vue de procédures judiciaires ou administratives étrangères ou dans le cadre de celles-ci ». Cette interdiction est assortie d'une sanction pénale de 6 mois d'emprisonnement et 18 000 euros d'amende.

E. REPENSER L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

C'est en Méditerranée que se joue une partie de l'avenir de l'Europe et du monde. Si nous ne voulons pas qu'elle devienne le cimetière des ambitions de coopération entre nos deux continents, il est primordial de remettre cet espace au cœur de notre politique étrangère vis-à-vis de l'Afrique et du Moyen-Orient. La France a vocation à être le leader en Méditerranée. Malheureusement, les « printemps arabes » et la déstabilisation du monde arabe qu'ils ont entraînés, ont rendu beaucoup plus difficile la réalisation du projet d'Union pour la Méditerranée. Le rapprochement et la coopération des peuples de Méditerranée restent toutefois plus que jamais nécessaires.

La Méditerranée doit être une des priorités pour la France. Seulement 14 kilomètres séparent l'Europe de l'Afrique. Le sud de la Méditerranée n'est pas une terre lointaine. Ce qui s'y passe nous concerne.

L'Union pour la Méditerranée, lancée en 2008 par Nicolas Sarkozy, a échoué pour plusieurs raisons : une approche trop uniforme, alors que le sud de la Méditerranée ne constitue pas un ensemble homogène et qu'il faut prendre en compte, au cas par cas, l'état d'avancement de chaque pays en termes de développement ; la faiblesse des échanges entre les pays situés sur la rive sud (90% des échanges se font sur la rive nord, 9% entre le nord et le sud et 1% seulement sur la rive sud). L'exemple du Maroc est frappant : parmi ses dix principaux partenaires, il n'y a aucun pays magrébin.

Autre faiblesse : trop d'énergie dépensée à dialoguer sur les institutions et le cadre des échanges plutôt qu'à faire émerger des projets concrets. Pourtant, quelques belles réussites sont à signaler, notamment l'Université Euro-Méditerranéenne de Fès.

La France doit mener ce chantier et être à la pointe de la relance du processus de Barcelone qui est aujourd'hui complètement à l'arrêt. Les défis sont nombreux dans cette partie du monde, l'Europe et particulièrement la France doivent réaliser des projets concrets avec les pays de la Méditerranée dans des domaines tels que l'énergie photovoltaïque, le tourisme, les PME, la PAC, la mer, et coopérer pour lutter contre l'immigration incontrôlée.

F. FAIRE DE LA FRANCOPHONIE UN LEVIER DE L'INFLUENCE FRANÇAISE DANS LE MONDE

Selon l'Organisation Internationale de la Francophonie, en 2018, le français est la cinquième langue la plus parlée au monde, avec 300 millions de locuteurs représentant 4% de la population mondiale et le nombre de francophones atteindra 770 millions en 2060 soit 9% de la population mondiale. 85 % de ces francophones seront en Afrique du fait de la forte croissance démographique de ce continent. Dans le monde, 29 États ont le français comme langue officielle et notre langue est une des deux langues de travail de l'Organisation des Nations unies ainsi que la langue officielle de nombreuses organisations nationales telles que l'Union africaine ou l'Union européenne. Deux pays francophones (Canada et France) sont membres du G7/G8 et plusieurs villes francophones sont au cœur d'institutions internationales ; Montréal, siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale et de l'Agence mondiale antidopage ; Bruxelles, siège de l'Union européenne et de l'OTAN ; Genève, siège des 22 organisations internationales, outre Strasbourg (Conseil de l'Europe et Parlement européen) Paris (UNESCO et l'OCDE) et Lyon (Interpol). Le français est aussi la deuxième langue la plus souvent enseignée en tant que langue étrangère à travers le monde, y compris aux États-Unis et la quatrième langue la plus utilisée sur internet après l'espagnol, le mandarin et l'anglais. La promotion du français à l'étranger est notamment véhiculée par la fondation de l'alliance française, avec son réseau de plus de 830 Alliances françaises, présentes dans 134 pays.

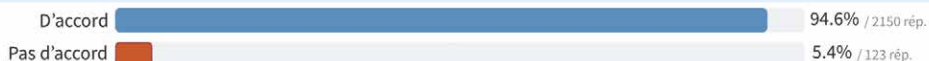
Aujourd'hui 88 pays font partie de l'Organisation Internationale de la Francophonie, répartis sur tous les continents. Cette organisation est un véritable vecteur de l'influence française et francophone dans le monde. Pourtant elle n'est dotée que d'un budget de 74 millions d'euros pour 2020. Il est nécessaire de renforcer le budget de la francophonie afin d'en faire un levier de la coopération économique, technique, culturelle et artistique de la France dans le monde.

NOS PROPOSITIONS

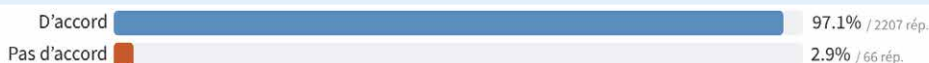
- **Renforcer les moyens consacrés à la francophonie pour en faire un levier de la coopération économique, technique, culturelle de la France dans le monde et valoriser les œuvres artistiques.**
- **Baisser les frais d'inscriptions universitaires pour les étudiants étrangers ressortissants des pays membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie.**

RÉSULTATS DU QUESTIONNAIRE DE LA CONVENTION « EUROPE ET INTERNATIONAL »

1. Refuser tout nouveau transfert de compétences à l'UE et réformer les politiques européennes inefficaces : politique commerciale, de concurrence, d'immigration...



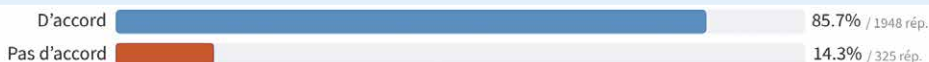
2. Refuser tout nouvel élargissement de l'Union européenne ou de l'espace Schengen et mettre définitivement fin aux négociations d'adhésion avec la Turquie.



3. Mettre en place des coopérations renforcées avec les États-membres de l'UE en fonction des sujets afin de surmonter les blocages dus aux votes à l'unanimité.



4. Développer avec les pays membres du sud de l'Europe des projets concrets dans des domaines tels que l'énergie photovoltaïque, le tourisme, les PME, la PAC, l'immigration, les relations avec l'Afrique, la mer et relancer l'Union pour la Méditerranée.



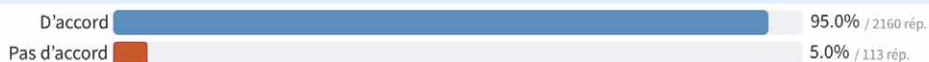
5. Renforcer la représentation française au sein des institutions européennes et internationales en valorisant les périodes de mission des fonctionnaires dans ces institutions dans le déroulement de leur carrière.



6. Reconquérir l'indépendance européenne en matière alimentaire, énergétique, sanitaire, industrielle et numérique à travers la mise en place de véritables stratégies communes dans ces domaines.



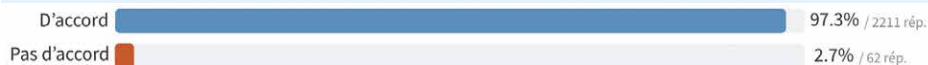
7. Soutenir la taxe carbone aux frontières de l'Union européenne et inclure le nucléaire dans la liste des investissements pouvant être financés par les 750 millions d'obligations vertes du plan de relance européen.



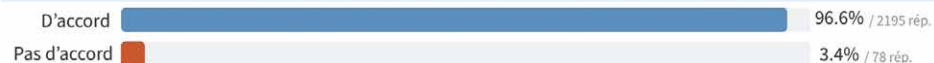
8. Mettre en œuvre de grands projets européens concrets tels que : plan européen de lutte contre la maladie d'Alzheimer et les cancers de l'enfant ; plan de développement du plastique d'avenir, plan hydrogène.



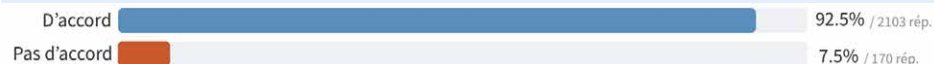
9. Sacraliser les dépenses pour notre défense au niveau d'au moins 2% du PIB (hors programmes exceptionnels) et défendre notre base industrielle et technologique de défense.



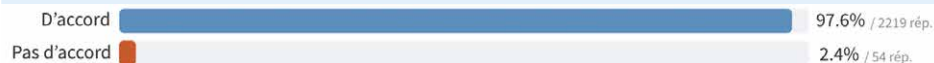
10. Maintenir la force de dissuasion nucléaire et engager sa modernisation.



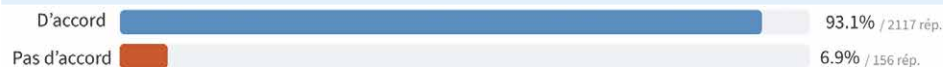
11. Développer l'autonomie stratégique et militaire de l'Europe vis-à-vis des États-Unis parallèlement à l'OTAN.



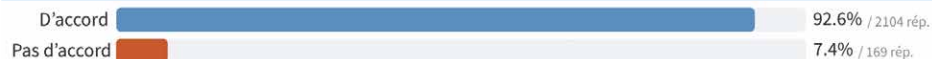
12. Reprendre le contrôle de nos frontières et refonder la politique d'immigration européenne



13. L'Union européenne doit travailler avec les pays de la zone indo-pacifique. Pour cela il est nécessaire de dialoguer plus intensément avec l'Inde, le Japon et l'Australie afin de trouver des solutions à l'inquiétante hausse des dépenses militaires chinoises.



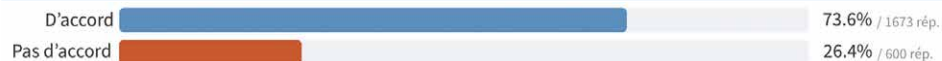
14. Renouer le dialogue entre l'Union européenne et la Russie et renforcer nos relations bilatérales avec Moscou.



15. Renforcer les moyens consacrés à la francophonie pour en faire un levier de la coopération économique, technique, culturelle de la France dans le monde et valoriser les œuvres artistiques.



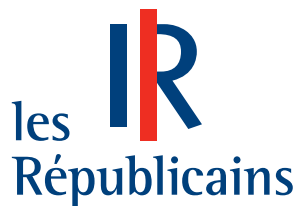
16. Créer un Fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles (tsunami, tremblement de terre...) ou d'événements politiques majeurs (coup d'Etat...).



Contacts :

Presse : servicedepresse@republicains.fr - 01.40.76.60.44

Etudes : forums@republicains.fr - 01.40.76.62.75



Retrouvez toute notre actualité sur
www.republicains.fr